

RÉVOLUTION INTERNATIONALE

ORGANE DU COURANT COMMUNISTE INTERNATIONAL EN FRANCE

Bimestriel n° 467 • nov.-déc. 2017 • fr.internationalism.org • france@internationalism.org • 1,30 Euro – 2,50 FS – 2 \$ can.

AFFRONTEMENTS EN CATALOGNE

Le passé réactionnaire est dans la démocratie et la nation ! Le futur appartient au prolétariat !

En Espagne, le prolétariat est aujourd'hui piégé dans un faux choix mortel : nationalisme espagnol ou nationalisme catalan. Il y a tout juste 6 ans, lors du mouvement des *Indignés* en 2011, de Madrid à Barcelone, les assemblées n'étaient pas couvertes de drapeaux patriotiques. Au contraire ! Les débats étaient traversés d'un sentiment international, d'une ouverture sur le monde, d'une préoccupation pour l'avenir de toute l'humanité, d'une volonté d'étendre une seule et même lutte par-delà les frontières. Les événements actuels en Espagne sont donc la marque d'une profonde régression de la conscience ouvrière, du repli, de la peur et de la division. C'est un coup porté au prolétariat dans tous les pays. Face à cette dynamique dangereuse, il est impératif de réaffirmer que les prolétaires n'ont pas de patrie ! Ni l'Espagne, ni la Catalogne ! Prolétaires de tous les pays, unissez-vous ! C'est ce qu'a fait *Acción Proletaria*, section du CCI en Espagne, en diffusant dès le lendemain du référendum du 1^{er} octobre le tract dont nous publions la traduction ci-dessous.

Le 1^{er} octobre dernier, les masses populaires conduites par les indépendantistes catalans à la farce du référendum ont été brutalement frappées par la répression du gouvernement espagnol. Les fractions rivales se sont drapées dans le manteau de la démocratie pour mieux justifier, pour les unes, la répression et, pour les autres,

le vote. Les catalanistes se sont présentés comme les victimes de la répression pour mettre en avant leur revendication d'indépendance. Le gouvernement Rajoy a justifié sa barbarie répressive au nom de la défense de la Constitution et des droits démocratiques de tous les Espagnols. Les partis "neutres"

(*Podemos*, le parti d'Ada Colau⁽¹⁾, etc.)

1) Maire de Barcelone depuis mai 2015, Ada Colau a été élue à la tête d'une coalition *Barcelona en Comú* (BC) rassemblant divers "mouvements citoyens" catalans (*Esquerra Unida i Alternativa*, y compris le Parti Communiste Catalan, Verts, *Democratia Real Ya !*, entre autres) se présentant comme défenseur des droits sociaux, de la

ont invoqué la démocratie pour s'en prendre à Rajoy et le sommer de "trouver une solution" au conflit catalan.

Nous voulons dénoncer ce piège créé par la lutte entre fractions du capital qui pousse à choisir entre, d'un côté, l'escroquerie d'un référendum truqué et, de l'autre, la répression brutale du gouvernement espagnol. Des deux côtés, c'est la classe ouvrière et tous les exploités qui en sont les victimes.

Tous nous présentent la démocratie comme le Bien suprême. Cependant, ils veulent nous faire oublier que derrière le masque de la démocratie se cache l'État totalitaire. Tout autant que les régimes militaires ou de Parti unique, l'État démocratique est la dictature exclusive du capital qui impose

démocratie et des intérêts de la Catalogne.

au nom du vote populaire ses intérêts et ses visées contre l'intérêt de tous les exploités et de tous les opprimés.

Pendant la Première Guerre mondiale, avec ses 20 millions de morts, toutes les puissances ont justifié leur barbarie au nom de la défense de la démocratie. Pendant la Seconde Guerre mondiale, bien que le camp nazi des vaincus ait installé un régime de terreur qui s'appuyait sur des idéologies ouvertement réactionnaires comme "la suprématie de la race aryenne", le camp des vainqueurs qui rassemblait non seulement les puissances démocratiques mais aussi le brutal régime stalinien de l'URSS s'est paré des atours de la démocratie pour justifier sa participation à une barbarie qui s'est soldée par 60 millions de morts, y compris l'utilisation directe de la bombe atomique sur Hiroshima et Nagasaki. C'est au nom de la défense de la démocratie que la République espagnole a également réussi à embrigader ouvriers et paysans dans le terrible massacre qu'a représenté la guerre civile de 1936 entre les deux fractions de la bourgeoisie (républicaine et franquiste) qui a fait un million de morts.

C'est au nom de la démocratie, en utilisant le régime constitutionnel de 1978 que tous, les franquistes à la façade ravalée comme les champions de la démocratie, nous ont imposé une dégradation inexorable de nos conditions de vie et de travail qui nous a conduits à la situation actuelle où l'emploi stable a été remplacé par la précarité généralisée. A cette dégradation ont contribué aussi bien les dirigeants nationalistes

(suite page 5)

EDITORIAL

Seul le prolétariat peut mettre fin au capitalisme et à ses guerres !

Si le XX^{ème} siècle a été le plus barbare de l'histoire, avec ses deux Guerres mondiales et son cortège de conflits faisant de la guerre impérialiste une réalité permanente et débouchant sur l'ère terrifiante de l'arme atomique, le nouveau siècle prolonge ce sinistre héritage de nouvelles souffrances.

La survie du capitalisme mène à la destruction de l'humanité

Dans ce contexte général de terreur et de barbarie, la nouvelle polarisation autour de l'arme atomique nord-coréenne, l'escalade des provocations et des insultes incarnées par le duel de personnalités politiques grotesques, Trump et Kim Jong-un, semblant interpréter une sorte de comédie ridicule dont l'improvisation expose les populations civiles au risque toujours possible d'un dérapage nucléaire, constituent les éléments formant la loupe grossissante de ce vers quoi nous conduit le monde capitaliste : la destruction de l'humanité.

Que ce soit en Corée ou en Europe occidentale, indépendamment des cliques au pouvoir ou de la personnalité des dirigeants, c'est exactement le

même système économique, le même mode de production qui est à l'œuvre au sein des États.⁽¹⁾ Partout, il ne fait que générer les pires maux : misère et pauvreté, précarité, exploitation forcée, chômage massif, désastres écologiques et massacres en tous genres. Partout dans le monde, les populations civiles et en particulier les prolétaires sont exposés à l'insécurité croissante du monde. Si, en Corée du Nord et en Asie, la peur de la menace nucléaire est plus palpable au niveau local, en Europe occidentale, comme c'est le cas dans d'autres régions du monde déjà en guerre, le terrorisme est devenu une menace permanente qui dresse son épée de Damoclès au-dessus de chacune de nos têtes. Comme toujours, c'est encore le prolétariat qui est l'otage de la classe dominante et qui fait les frais de son système et de sa terreur, de l'irrationalité de son engrenage guerrier. Si le système économique est partout identique, il exploite une même classe sociale au niveau international. Ainsi, dans

1) La Corée du Nord, pays prétendument "communiste", n'est d'ailleurs que la caricature extrême du capitalisme d'État de type stalinien

les deux Corées, en Asie ou ailleurs, qu'ils soient réfugiés, sur le chemin de l'exil ou dans leur lieu d'exploitation, tous nos frères de classe sont attaqués en permanence et subissent un sort qui nous est finalement commun. C'est cette condition d'exploités au niveau international qui fait la réalité de notre unité, au-delà des divisions et des frontières nationales qui ont été dressées par la bourgeoisie et son histoire, au-delà des murs et des barbelés qu'elle continue de dresser entre les uns et les autres, entre frères de classe.

L'avenir appartient toujours au prolétariat

Il est vital de lutter fermement pour défendre l'unité du prolétariat en permanence attaquée, développer ses seules armes : la solidarité et la conscience de classe. C'est en cela, par exemple, que nous nous sentons pleinement solidaires de la déclaration internationaliste des camarades de Corée du Sud que nous publions dans ce numéro (voir page 4). Même si nous ne partageons pas tout ce qu'ils écrivent, notre premier devoir est de les soutenir pour défendre ce combat commun, celui d'une même classe.

Ceci est d'autant plus important que la pression du nationalisme qui s'exerce partout dans le monde est particulièrement forte dans les pays de la périphérie du capitalisme. La déclaration des camarades en Corée du Sud est à ce titre d'autant plus courageuse. Ce danger du nationalisme, répétons-le, est une véritable menace pour la classe ouvrière, y compris en Europe occidentale où les divisions et pressions nationales s'exacerbent également, même si cela n'est pas au même niveau et sur le même plan. Ainsi, au sein même des États les plus faibles de la zone euro, par exemple, la gangrène de la fragmentation régionaliste s'installe progressivement et le poison du nationalisme croît. Si cela se vérifie de manière spectaculaire en Catalogne (voir notre article ci-dessous), on retrouve ces mêmes tendances centrifuges plus insidieuses ou embryonnaires, expressions de la phase de décomposition du capitalisme, en Italie, avec le cas des consultations sur l'autonomie régionale en Vénétie ou en Lombardie.

Ce que nous enseigne l'histoire, comme toute l'expérience du mouve-

(suite page 6)

Dans ce numéro

Histoire du PS en France (II)

Le chaotique processus d'unification du parti socialiste en France 2

Macron, Mélenchon, syndicats

Il n'y a rien à "exiger" d'un Etat capitaliste 3

Ouragans, tremblements de terre

La responsabilité de la bourgeoisie est totale 4

Face aux tensions impérialistes en Corée

Une déclaration internationaliste 5

A propos du film : "Le jeune Karl Marx"

..... 6

Extraits du Manifeste sur la Révolution d'Octobre 1917

La révolution mondiale est le seul avenir de l'humanité 8

Le chaotique processus d'unification du parti socialiste en France

Les différents courants socialistes en France vont se retrouver confrontés à deux épreuves majeures à la fin du XIX^e siècle qui vont les diviser profondément, comme l'ensemble du mouvement ouvrier, et qui constitueront dans ce pays les principaux obstacles à leur unification organisationnelle recherchée par la Deuxième Internationale : l’Affaire Dreyfus et l’entrée du député socialiste Millerand dans le gouvernement.

Les divisions socialistes sur “l’Affaire Dreyfus”

L’Affaire Dreyfus a profondément divisé la bourgeoisie française pendant douze ans entre “dreyfusards” et “antidreyfusards”. La condamnation, fin 1894, du capitaine Dreyfus accusé d’espionnage était un complot judiciaire manigancé par le haut état-major et le ministère de la Guerre dans un contexte particulièrement propice à l’antisémitisme et à la haine de l’Empire allemand, suite à l’annexion de l’Alsace-Lorraine en 1871. L’affaire rencontra au départ un écho limité, avant qu’en 1898 l’acquittement du véritable coupable et la publication d’un pamphlet dreyfusard par Emile Zola, *J'accuse*, provoquent une succession de crises politiques et sociales. L’affaire révéla les clivages de la France de la Troisième République, où l’opposition entre les deux camps suscita de très violentes polémiques nationalistes et antisémites, diffusées par une presse influente. Elle ne s’acheva véritablement qu’en 1906, par un arrêt de la Cour de Cassation qui innocentait et réhabilita définitivement Dreyfus.

Mais cet événement affecta également les rangs des socialistes. Avec raison, Jaurès se lança (et lança les socialistes) dans la défense de Dreyfus au nom de la défense des valeurs intellectuelles et morales du prolétariat : “[Le Parti socialiste] *défend non seulement les intérêts matériels et immédiats de la classe ouvrière dans la société capitaliste, mais aussi et surtout ses intérêts généraux et permanents, ses intérêts sociaux, politiques et moraux. Il veut son émancipation intégrale. Il l’élève au-dessus de sa condition de classe exploitée pour lui conquérir celle d’une classe d’avant-garde, d’une classe révolutionnaire*”.

Alors que Jaurès soutint que le parti devait se mobiliser pour la défense de Dreyfus et y engager l’ensemble du prolétariat contre l’aile la plus réactionnaire de la bourgeoisie, Guesde et le POF, après avoir un temps soutenu Jaurès contre la droite du parti soucieuse de ne pas perdre des députés aux élections suivantes, finit par prôner la neutralité du prolétariat et du parti en affirmant que ce n’était pas l’affaire du prolétariat de soutenir un camp contre l’autre mais celle de la bourgeoisie, que ni l’un ni l’autre n’ont à s’engager et ont tout à perdre sur un terrain étranger à la classe ouvrière. Guesde entreprit un long combat polémique contre les positions de Jaurès : “*La lutte de classe (...) doit être (...) la règle de nos agissements. (...) C’est le terrain exclusif sur lequel nous nous plaçons. (...) Nous ne pouvons reconnaître à la bourgeoisie, lorsqu’une injustice frappe un des siens, le droit de s’adresser au prolétariat, de lui demander de cesser d’être lui-même, de combattre son propre combat, pour se mettre à la remorque des dirigeants les plus compromettants et les plus compromis*”.⁽¹⁾

Le “cas” Millerand

Mais cette polémique pris rapidement de l’ampleur et une autre dimen-

sion à travers le développement et les implications du “cas” Millerand, encore beaucoup plus sérieuses et déterminantes pour les socialistes. Dès le lendemain de l’entrée individuelle du député socialiste Millerand (qui deviendra par la suite président de la République de 1920 à 1924) dans le gouvernement de Waldeck-Rousseau en juin 1899, aux côtés d’un des pires massacreurs de la Commune, le général de Galliffet. Guesde, Lafargue et Vaillant furent parmi les signataires d’un manifeste adressé aux ouvriers : “*Le Parti socialiste, parti de classe, ne saurait devenir, sous peine de suicide, un parti ministériel. Il n’a pas à partager le pouvoir avec la bourgeoisie, dans les mains de laquelle l’État ne peut être qu’un instrument de conservation et d’oppression sociale. (...) Parti d’opposition nous sommes, parti d’opposition, nous devons rester; n’envoyant les nôtres dans les Parlements et autres assemblées électives qu’à l’état d’ennemis, pour combattre la classe ennemie et ses divers représentants politiques*”. Guesde défendit avec passion l’idée d’un lien entre le positionnement dans l’Affaire Dreyfus et la complaisance du parti envers le “ministérielisme” de Millerand en affirmant qu’il y avait une continuité dans la dérive : “*Pour une œuvre de justice et de réparation individuelle, il s’est mêlé à la classe ennemie, et le voilà maintenant entraîné à faire gouvernement commun avec cette classe*”, et insista sur le fait que l’*“unité socialiste (...) serait brisée à tout jamais le jour où (...) vous subordonneriez votre action à un morceau de la classe ennemie, qui ne saurait se joindre à nous que pour nous arracher à notre véritable et nécessaire champ de bataille. La Révolution qui vous incombe n’est possible que dans la mesure où vous resterez vous-mêmes, classe contre classe, ne connaissant pas et ne voulant pas connaître les divisions qui peuvent exister dans le monde capitaliste*”.

Rosa Luxemburg critiqua, sans toutefois les désigner, l’erreur de méthode dans la position de Guesde et du POF qui, au nom des principes, poussait le prolétariat à se désintéresser de ce qui se passait au sein de la bourgeoisie et des rapports de forces qui pouvaient exister entre ses fractions. Elle affirma par rapport à l’attitude du parti vis-à-vis de l’Affaire Dreyfus que “Jaurès avait raison”. Mais elle soutint également les prises de position de Guesde et du POF pour condamner la complaisance et la dérive dangereuse de Jaurès et d’une grande partie du courant socialiste envers l’entrée de Millerand au sein d’un gouvernement bourgeois. Comme le souligne Rosa Luxemburg le danger majeur d’une telle participation était qu’elle engageait la responsabilité des socialistes dans les agissements de ce gouvernement. La participation d’un socialiste au gouvernement encouragea finalement davantage la bourgeoisie à agir de la manière la plus brutale contre les ouvriers en grève et à recourir en toute occasion à la force armée.

La détermination de Guesde à défendre le point de vue révolutionnaire dans le parti face au cas Millerand permit un ressaisissement du POF lui aussi infecté par le réformisme et le révisionnisme. Mais la confrontation entre Jaurès et ses alliés, d’un côté, et les partisans de Guesde déboucha sur une fracture qui compromit la dynamique unitaire des socialistes français recherchée par la Deuxième Internationale. Cette division éclata au premier congrès de 1899 à Paris qui devait rassembler toutes les tendances en vue

d’un regroupement; en fait ce congrès houleux a cristallisé une rupture profonde induite par les positionnements antagoniques pris à l’occasion de l’affaire Millerand.

Le rôle de l’Internationale dans l’unification du PS

Cette division politique profonde au sein du parti français conduisit à mettre la question de la participation d’un socialiste au gouvernement au cœur du congrès international en septembre 1900 à Paris, salle Wagram, où Guesde et le POF tentèrent de faire condamner l’initiative de Millerand et les positions des “ministérielistes” défendues notamment par Jaurès. La Deuxième Internationale vota une motion proposée par Kautsky qui condamnait l’initiative de Millerand car non dictée par une tactique discutée et mandatée par le parti. Elle refusait néanmoins d’y voir une question de principe.

Cependant, malgré la motion du Congrès, les partisans de Jaurès restaient toujours alliés aux partis bourgeois et continuèrent à soutenir le gouvernement dit “du Bloc des gauches” pour une prétendue “défense” de la République. En devenant un parti qui soutenait toujours et partout la politique du gouvernement, les jaurésistes votèrent des dépenses sans cesse accrues pour la marine et l’armée et financées quasi exclusivement par les impôts indirects pesant de tout leur poids sur les épaules des couches sociales les plus pauvres. Pris dans cet engrenage, les partisans de Jaurès durent également soutenir l’alliance franco-russe, en tant que prétendue “garantie” de la paix européenne. C’est alors que tous les socialistes révolutionnaires, Guesde en tête, ayant compris le danger d’une pareille trahison des principes du socialisme, rompirent leur alliance avec les partisans de Jaurès. Quelque temps après, les blanquistes dirigés par Vaillant firent de même et, en commun avec les guesdistes, créèrent le Parti socialiste de France. Ils déclarèrent une lutte sans merci aux fondateurs du Parti socialiste français dirigé par Jaurès et Millerand.

Cependant, la question se retrouva posée au congrès d’Amsterdam de l’Internationale socialiste en 1904. Après un réquisitoire contre la politique de Jaurès, Guesde fit adopter une résolution qui n’était en fait rien de plus qu’une traduction de celle adoptée l’année précédente par le SPD⁽²⁾ à Dresde, condamnant “*les tactiques révisionnistes [dont le résultat] ferait qu’à la place d’un parti travaillant pour la transformation la plus rapide possible de la société bourgeoise existante en un ordre social socialiste, c’est-à-dire révolutionnaire dans le meilleur sens du terme, le parti deviendrait un parti se contentant de réformer la société bourgeoise*”. C’était une condamnation explicite de l’entrée de Millerand dans le gouvernement et implicite du réformisme du Parti socialiste français de Jaurès. La politique de participation socialiste à un gouvernement bourgeois fut nettement condamnée par l’Internationale et Millerand exclu du parti. Les positions de soutien de Jaurès à ce gouvernement furent aussi sévèrement critiquées.

Mais, malgré les lourdes accusations formulées contre Jaurès, l’Internationale socialiste poussa à la réconciliation des socialistes français; elle visait avant tout à rétablir une dynamique d’unification au sein du parti socialiste en France et son secrétaire, Vandervelde, poussa Jaurès et Guesde

2) Sozialdemokratische Partei Deutschlands, Parti social-démocrate d’Allemagne (fondé en 1875 sous le nom de SAP, renommé SPD en 1890).

à se serrer la main et à collaborer activement à cette dynamique d’unification.

La pression et l’aide déterminante du SPD et de l’Internationale parvint ainsi à convaincre Jaurès de la nécessité de cette unification au point qu’il en devint la figure centrale et l’artisan principal. Elle parvint également à convaincre la composante révolutionnaire la plus conséquente du parti français de s’intégrer à cette dynamique d’unification. Sans ce soutien, cette unification n’aurait certainement pas abouti en mai 1905.

Rosa Luxemburg, en fournit un résumé et un commentaire pertinent dans l’article : *L’unification des socialistes français*, où elle rendit hommage au combat du Parti Socialiste de France en rappelant que “*le Parti socialiste de France (formé par des guesdistes et des blanquistes) ne s’est jamais laissé abuser par une quelconque phraséologie démocratique ou nationaliste; il est toujours demeuré en opposition absolue envers les gouvernements bourgeois et républicains en France*”.

Les faiblesses congénitales et les dérives opportunistes

Cependant, ce succès contenait dès l’origine des faiblesses et des limites qui n’avaient pas été prises en compte et qui allaient s’avérer catastrophiques pour le mouvement ouvrier non seulement en France mais aussi pour la Deuxième internationale et, au sein de celle-ci, pour le parti le plus puissant, le SPD. Ces faiblesses congénitales allaient les conduire à la dégénérescence et finalement à la trahison d’août 1914. Quelles étaient ces faiblesses ?

- En premier lieu, le poids d’une vision fédéraliste et non pas centralisée dans la Deuxième Internationale qui enfermaient chaque parti dans un cadre d’action national donnant prise aux dérives nationalistes. Du fait même que le capital existe divisé en nations, les luttes pour la conquête des réformes (lorsqu’elles étaient possibles) n’avaient pas besoin du terrain international pour aboutir. Ce n’est pas le capital mondial qui décidait d’accorder telle ou telle amélioration au prolétariat de telle ou telle nation. C’est dans chaque pays, et dans sa lutte contre sa propre bourgeoisie nationale, que les travailleurs parvenaient à imposer leurs revendications. La Deuxième Internationale, qui correspondait à la période de stabilité des grandes puissances industrielles, souffrait inévitablement de l’enfermement des luttes prolétariennes dans le cadre des réformes. En fait, l’Internationale socialiste marquait, sur le terrain de l’internationalisme, un recul par rapport à l’AIT. Le parlementarisme, le syndicalisme, la constitution des grands partis de masse, en somme, toute l’orientation du mouvement ouvrier vers des luttes pour des réformes, ont contribué à fractionner le mouvement ouvrier mondial suivant les frontières nationales. La trahison de la Deuxième Internationale en 1914 fut la pire conséquence de trente ans d’enfermement des luttes ouvrières dans les cadres nationaux. Il est d’ailleurs frappant de voir que pas un seul socialiste français ne salua, ne se référa ni même ne releva l’importance historique et internationale de la révolution de 1905 en Russie. Dans le parti, on continua au contraire à se focaliser sur la situation en France et à se gargariser avec le “modèle” de la révolution française.
- Par ailleurs, entre 1889 et 1900, l’Internationale n’existait que pendant les sessions des congrès. Le reste du temps, elle n’était pas grand-chose de plus qu’un réseau de rela-

tions personnelles entre les différents dirigeants, sans réseau formel de correspondance. Mais même après qu’un Bureau socialiste international (BSI) fut constitué au Congrès de 1900, sa capacité d’action était limitée : le BSI était un simple organisme de coordination dont le rôle se réduisait en grande partie à organiser les congrès et à servir de médiateur dans les conflits ayant lieu entre les partis socialistes ou au sein de ceux-ci. Bien que l’aile gauche de l’Internationale (autour de Lénine et de Luxemburg en particulier) ait considéré les résolutions des congrès comme de véritables engagements, le BSI n’avait aucun pouvoir pour les faire respecter; il n’avait pas de possibilité de mener une action indépendante des partis socialistes de chaque pays.

Ensuite, le souci permanent d’unité du mouvement socialiste, au départ pleinement justifié par le fait qu’il existait une unité d’intérêts au sein du prolétariat, du fait qu’il y avait un seul prolétariat dans chaque pays, ayant les mêmes intérêts de classe, allait se révéler à double tranchant. Si la Deuxième Internationale était profondément dévouée à l’unité des différents partis socialistes, les efforts qu’elle a concentrés pour cette unité et sa préservation se sont effectués au détriment direct de la défense intransigeante de la clarté et des principes des positions et de l’action révolutionnaires. Cette attitude favorisait au contraire, une position de compromis, de conciliation entre toutes les tendances qui ouvrait la voie (et même leur servait de justificatif) à toutes les dérives opportunistes.

Enfin, cette unification était marquée par les manifestations grandissantes du poids des illusions réformistes, des attitudes opportunistes et conciliatrices, s’appuyant sur les progrès électoraux des partis socialistes et sur ceux du syndicalisme, avec la vision de plus en plus théorisée du caractère inéluctable du socialisme et de la conquête parlementaire, et non plus révolutionnaire, du pouvoir. Cette illusion était particulièrement forte au sein du SPD qui était réellement devenu un parti de masse (plus d’un million de membres à la veille de 1914). Cette croissance numérique donnait l’illusion d’une grande force. Mais, alors que la direction du SPD, aveuglée par le succès électoral, avait axé ses activités sur les élections législatives, le parti perdait de vue l’objectif même du mouvement ouvrier. Ainsi, la montée du courant opportuniste et révisionniste, qui était apparu le plus clairement dans le plus grand parti de la Deuxième Internationale, signifiait que la vie prolétarienne, la combativité et l’indignation morale avaient disparu du SPD, du moins dans les rangs de sa direction et de sa bureaucratie.

Tous ces facteurs rejaillissaient au sein de l’Internationale, ouvrant la voie à l’abandon progressif de ses principes et à leur trahison. Le parti socialiste en France n’y a pas échappé.

Le parti unifié en France fut ainsi très vite confronté à une nouvelle crise face à la question syndicale : les erreurs, le sectarisme et l’opportunisme des guesdistes joueront un rôle tout aussi important que le poids des tendances réformistes et des compromissions avec des fractions bourgeoises ou avec l’appareil d’État, ce qui va enfermer le syndicalisme dans le corporatisme et faciliter à son tour son intégration dans l’appareil d’État. C’est ce que nous développerons dans le prochain article de cette série.

Wim, 30 mars 2017

1) Jules Guesde, *Discours en réponse à Jaurès sur “Les deux méthodes”*.

Il n’y a rien à “exiger” d’un Etat capitaliste, il faut le combattre

Sur le plan des attaques contre la classe ouvrière, le quinquennat Macron est bien lancé. La rentrée se caractérise par une concrétisation tous azimuts des annonces de “réforme” qui ont émaillé l’été. Le décor se singularise par une inquiétante hausse de la CSG (la contribution sociale généralisée, une cotisation sociale créée par la gauche qui taxe uniformément tout type de revenus) dont la compensation promise est plus que fumeuse et reste encore à ce jour à l’état de promesse : baisse des cotisations salariales pour les uns, baisse de la taxe d’habitation pour les autres... Le Premier ministre Philippe le dit lui-même : quand vous ferez les comptes, vous verrez que vous y gagnez. Après tout les promesses n’engagent que ceux qui les croient. En réalité la classe ouvrière se trouve être une fois encore la cible d’attaques frontales, en étant en plus pointée du doigt comme un repaire de “privilégiés” comme les retraités, les fonctionnaires, etc.

Au milieu de ce décor, l’action principale est évidemment jouée par les ordonnances sur le travail. Après la loi El Khomri, l’année dernière, les ordonnances Macron enfoncez un peu plus le clou. Chaque nouvelle loi a toujours eu comme objectif principal de renforcer la productivité, diminuer le coût du travail pour les employeurs, aggraver les conditions de travail, étendre et généraliser la précarité. La bourgeoisie doit chaque fois adapter les conditions d’exploitation du prolétariat pour maintenir sa place face à une concurrence internationale féroce. Aucune réforme ne peut donc améliorer les conditions de vie et de travail de la classe ouvrière, mais les rend chaque fois pires et plus insupportables !

Cependant, jusqu’à maintenant, la bourgeoisie faisait passer la pilule en donnant le change, sous la forme d’une mesure bien médiatisée et présentée comme favorable aux travailleurs, comme un factice durcissement des conditions de licenciement. Par ailleurs, le principe dit “de faveur” était censé protéger les ouvriers des ardeurs démesurées de leurs patrons en interdisant à un accord ou une convention d’entreprise d’introduire une clause moins favorable que les dispositions du Code du travail. Tout ceci n’était que poudre aux yeux, avec un double objectif : présenter l’État et ses lois comme étant du côté des ouvriers face aux patrons sans morale et mettre en avant le travail prétendument indispensable des appareils syndicaux pour porter les revendications ouvrières et obtenir des contreparties inatteignables sans eux.

Mais aujourd’hui, même la poudre aux yeux s’est envolée. La dernière loi à se présenter comme favorable aux travailleurs était sans doute la loi Aubry sur les 35 heures, et on sait quels dégâts sur l’emploi et les conditions de travail elle a générés. La loi El Khomri n’a pas présenté de mesures faussement avantageuses au prolétariat, bien au contraire. Tout au plus a-t-elle “reculé” sur certaines des attaques les plus dures. Aujourd’hui les contreparties ne sont plus possibles et les reculs sont de courte durée.

Les ordonnances de Macron suivent la même logique : en n’allant pas aussi loin que ce qui était annoncé, elles donnent l’impression que l’État est à l’écoute des revendications syndicales. Mais dans le même temps, il introduit dans la loi les fameux “reculs” du gouvernement précédent et poursuit les attaques dans une logique d’ensemble qui consiste à déplacer la régulation de la relation capital-travail vers les organisations syndicales et patronales, c’est-à-dire à alléger le poids très lourd

de l’État français qui face à la concurrence des États capitalistes européens et mondiaux, constitue une entrave pour la compétitivité du capital national.

La classe ouvrière n’a pas grand chose pour se rassurer dans ces ordonnances et cette inquiétude conduit à un certain mécontentement face à ce qui se présente comme un nouveau lot de sacrifices sans contreparties, même illusoires, même temporaires. Surtout que d’autres attaques sont déjà annoncées : réforme de l’assurance-chômage, unification (comprendre :



Mélenchon et la France insoumise encadrent toute expression politique et dénaturent le moindre questionnement.

alignement par le bas) des régimes de retraite, extension de la précarité, etc. La question de savoir comment s’opposer à cette brutalité se pose et la bourgeoisie le sait parfaitement. Elle tend des pièges idéologiques pour éviter tout développement d’une quelconque réflexion sur la véritable nature de ces attaques et donc sur le seul moyen d’y faire face. Le premier d’entre eux se matérialise dans l’holographique Mélenchon qui entend fédérer toute la colère ouvrière derrière sa bannière de la *France insoumise*. Mais cette bannière a des reflets tricolores et ce nationalisme clairement revendiqué, la classe ouvrière doit le fuir. Mélenchon est un pur produit de la bourgeoisie qui a fait carrière dans les hautes sphères de l’État et continue de défendre le modèle républicain avec sa VI^{ème} République. Un modèle imprégné de son admiration ouverte pour Hugo Chavez, l’ex-dirigeant vénézuélien qui aura acheté la paix sociale à coups de pétrodollars et rendu son pays exsangue économiquement et en proie à la corruption généralisée.⁽¹⁾ Mais surtout Mélenchon défend l’idée d’un État “juste”, illusion qu’il faut absolument rejeter et combattre. Revenant d’exil en avril 1917 en plein cœur du bouillonnement qui allait conduire à l’insurrection d’Octobre, Lénine combattit l’aile opportuniste du parti bolchevique en publiant ses fameuses *Thèses d’Avril* qui contiennent une leçon vivante et fondamentale pour la classe ouvrière : aucun soutien ne peut être apporté à un État ou un gouvernement bourgeois, ni aucune pression ne peut être

1) Voir notamment nos articles : *Mélenchon, un apôtre du modèle stalinien (Révolution Internationale n°461 - novembre décembre 2016)* et *Jean-Luc Mélenchon, un serviteur de la nation et du capital (Révolution Internationale n°463 - mars avril 2017)*.

exercée sur lui pour qu’il change, dans la mesure où cet État ne peut en aucun cas aller contre sa nature qui consiste à défendre les intérêts de la classe dominante. Lénine écrit dans la troisième thèse : “*aucun soutien au gouvernement provisoire ; démontrer le caractère entièrement mensonger de toutes ses promesses, notamment de celles qui concernent la renonciation aux annexions. Le démasquer au lieu d’ “exiger” - ce qui est inadmissible, car c’est semer des illusions - que ce gouvernement, gouvernement de capitalistes, cesse d’être impérialiste*”.

uni face à l’État capitaliste, ils divisent les ouvriers entre secteurs aux revendications particulières. En obtenant des contreparties, en “faisant reculer le gouvernement”, ils se drapent du costume de dernier rempart contre l’avidité sans limite des patrons et d’ultimes défenseurs d’un État prétendument au service de tous. Ils permettent ainsi aux principales attaques de passer tout en préparant les prochaines. Cela, d’autant plus que Mélenchon et la nébuleuse gauchisante qui gravite autour de la *France insoumise* encadrent de leur côté toute expression politique,



dénaturent le moindre questionnement qui existe de manière embryonnaire, notamment au sein d’une partie de la jeunesse ouvrière. Le prolétariat ne pourra tirer aucune force des mouvements politiques “de gauche” ou des actions syndicales. Bien au contraire : en suivant ces “leaders”, leur programme et leurs mots d’ordre, en déléguant la défense de leurs intérêts aux syndicats et aux politiciens, les ouvriers s’engouffrent dans une impasse : “exiger” d’un gouvernement capitaliste qu’il “renonce” à la défense de ses intérêts pour répondre aux revendications ouvrières. Or, les intérêts de la bourgeoisie et du prolétariat sont diamétralement opposés et ne sont en aucune façon compatibles.

Tout appui, tout soutien à une fraction de la bourgeoisie est un affaiblissement politique pour le prolétariat, une attaque idéologique contre sa conscience de classe. Aujourd’hui, les conditions sont extrêmement difficiles pour la classe ouvrière. L’avancée du capitalisme dans sa phase de décomposition conduit au développement du *chacun pour soi*, l’évolution du travail et ses managers atomisent les ouvriers et la crise économique accroît la concurrence entre eux pour trouver un emploi. Dans ces conditions, trouver une identité de classe, une identité d’intérêt et démasquer la nature de classe bourgeoise, de l’État et de ses officines pseudo-ouvrières relève forcément d’un processus qui ne pourra qu’être difficile, long et tortueux. Pourtant, il n’y a pas d’autre issue. La classe ouvrière devra nécessairement retrouver le chemin des luttes massives pour retrouver son identité et développer sa conscience, pour comprendre la nature réelle du monde capitaliste et reconnaître les pièges qui lui sont tendus et les faux-amis qui lui sont proposés, pour enfin faire émerger la perspective communiste. Pour cela, il est important de renouer avec son passé, les leçons des grands combats contre le capitalisme, ses leçons tactiques et théoriques. Dans l’histoire, les ouvriers se sont déjà confrontés à leurs ennemis de classe, ils ont déjà expérimenté l’incompatibilité de leurs revendications avec les exigences inexorables de la logique capitaliste. Ils ont déjà démasqué la vraie nature de l’État bourgeois. Cent ans après la révolution russe de 1917, plus grande expérience révolutionnaire du prolétariat, devant l’état du monde empêtré dans la violence, le chaos, la barbarie guerrière et la misère, et face aux attaques toujours plus fortes portées par la bourgeoisie pour survivre à sa crise, la classe ouvrière doit parvenir à comprendre que la connaissance et les leçons à tirer de sa propre histoire ne sont nullement un passe-temps intellectuel mais constituent au contraire, face à l’enfoncement dans des conditions d’existence et d’exploitation de plus en plus intolérables, face à un monde au bord d’un gouffre qui menace l’avenir de l’humanité, un recours nécessaire où il puisera les forces de forger ses armes pour l’assaut futur qu’il devra porter contre le capitalisme.

GD, 24 octobre 2017

À lire ou à paraître sur le site internet du CCI

- **XXII^{ème} congrès du CCI : Résolution sur la situation internationale**
- **Aung San Suu Kyi : l’icône bourgeoise de la paix déchaîne la barbarie**
- **Crise au Venezuela : le prolétariat exposé à la misère, au chaos et à la répression du capitalisme**
- **L’imbroglio catalan montre l’aggravation de la décomposition capitaliste**
- **Menace de guerre entre la Corée du Nord et les Etats-Unis : c’est le capitalisme qui est irrationnel**

fr.internationalism.org

La responsabilité du capitalisme est totale

“Harvey”, “Irma”, “Maria”, trois ouragans majeurs en l’espace d’un peu plus d’un mois ont touché des îles de la mer des Caraïbes et plusieurs États du territoire des États-Unis; ces ouragans sont qualifiés de majeurs parce que le vent dépasse 180 km/h et qu’ont lieu des précipitations considérables qui impliquent la dévastation de tous les bâtiments qui n’ont pas été conçus pour leur résister et des territoires qui n’ont pas été protégés contre la montée des eaux. Ces trois ouragans (dont le cœur n’est passé sur aucune grande ville contrairement à Katrina en 2005 qui avait touché de plein fouet la Nouvelle-Orléans) ont entraîné la mort d’au moins 150 personnes et ont provoqué des dégâts considérables : 95% des bâtiments de l’île franco-néerlandaise de Saint-Martin étaient rendus inutilisables après le passage “d’Irma” et après le passage de “Maria”, l’île américaine de Porto Rico (3,4 millions d’habitants) s’est retrouvée sans eau, sans électricité et avec des moyens de communication détruits. Les îles de Barbuda et la Dominique sont complètement détruites.

Aujourd’hui, si l’on sait que les ouragans tropicaux font partie de la dynamique des masses d’air océaniques, l’ensemble des grands instituts d’observation et d’études du climat affirment que c’est le réchauffement climatique qui explique le nombre toujours plus important d’ouragans majeurs (aux États-Unis, les trois ouragans les plus coûteux de l’histoire ont eu lieu en une décennie) de même qu’il explique la force croissante des ouragans les plus violents. Ainsi, “Irma” est l’un des ouragans les plus violents que la Terre ait connu, à tel point que les spécialistes pensent qu’il faudrait ajouter des degrés à l’échelle de Saffir-Simpson qui mesure la force des

ouragans de 1 à 5, et que la quantité d’eau qui est tombée sur Houston lors du passage d’Harvey est la plus forte enregistrée en un laps de temps aussi court dans l’histoire des États-Unis.

L’ensemble des organismes de recherche et les autorités politiques qui reconnaissent l’influence du réchauffement climatique sur la violence des ouragans affirment en même temps que ce réchauffement climatique est dû “aux activités humaines” rendant ainsi responsables de cette évolution catastrophique tous les hommes, tant les exploités que la classe dominante. Ces messieurs occultent ainsi le fait que dans le capitalisme, c’est la production et le profit qui orientent les activités humaines et que cette tendance destructrice est d’autant plus impérieuse en période de crise économique.

L’affirmation selon laquelle ce seraient les activités humaines en général qui seraient la cause du réchauffement climatique et de ses conséquences est d’autant plus odieuse que les populations les plus touchées par les ouragans sont particulièrement les plus démunies. Quand les îles des Caraïbes ne sont pas des destinations particulièrement prisées par le tourisme, ce sont des territoires qui ont beaucoup de caractéristiques des pays sous-développés, que ces îles soient indépendantes ou qu’elles appartiennent à un pays développé. Ses habitants ont le plus souvent un revenu très bas (46% de la population de Porto Rico vit en dessous du seuil de pauvreté) et 28% de la partie française de l’île de Saint-Martin est au chômage. Les habitants de ces territoires n’ont donc pas pu construire des habitations résistantes à des phénomènes météorologiques aussi extrêmes et les États auxquels ces territoires appartiennent ne les ont évidemment pas aidés à construire

des habitations plus solides, même s’ils savent depuis bien longtemps que ces îles sont sur le passage habituel d’ouragans majeurs. La recherche d’économies permet également de comprendre que non seulement des brèches se soient formées dans des digues à proximité de Houston (quatrième ville des États-Unis), mais que des bassins de retenue construits pour contenir l’eau en cas d’inondations se soient révélés trop petits et ont débordé, répandant dans des lieux habités des eaux nauséabondes.

En fait, et c’est bien la preuve d’une dynamique générale qui est celle du capitalisme, on retrouve la même réalité sordide, avec les conséquences du tremblement de terre dans le centre du Mexique. Mexico a été touché dans le passé par de nombreux tremblements de terre (dont un en 1985 qui a fait plus de 10 000 morts) mais pas plus avant 1985 que depuis cette date, les normes antisismiques de construction n’ont été respectées, y compris dans les bâtiments publics comme ces quinze écoles qui se sont effondrées. C’est au sein de l’une d’elles que l’on a vu sur toutes les télévisions du monde des dizaines d’enfants ensevelis. Cet odieux spectacle a été instrumentalisé par la propagande pour mettre en évidence la manière dont les secours sont mis en œuvre.

En réalité, contrairement à tout le battage médiatique mettant en avant les secours, ces derniers se révèlent toujours lents et en retard. Les raisons qui expliquent cette lenteur sont les mêmes que celles qui expliquent l’absence de mesures de prévention tant par rapport aux ouragans qu’aux tremblements de terre. Alors que, sur le terrain de la catastrophe, beaucoup de personnes sont terrorisées par ce qu’elles ont vécu, qu’elles sont hébé-

tées, se retrouvant quelquefois avec leurs enfants au milieu d’un champ de ruines, les secours ne sont intervenus et encore très progressivement qu’au bout de plusieurs jours! Quelle est la raison d’une telle lenteur? Les phrases et attitudes méprisantes de Trump par rapport aux victimes de Houston et Porto Rico (il a affirmé que l’île n’avait pas connu de véritable catastrophe et qu’elle avait grevé le budget fédéral) représente à peine une caricature de l’attitude de la classe dominante et de ses États. En effet, les problèmes de compétitivité du capital national et de défense nationale sont à ses yeux infiniment bien plus importants que le fait de sauver des vies humaines. Si le fait d’installer des secours avant la catastrophe a traversé l’idée d’une quelconque autorité, le fait de les acheminer à temps était impossible parce qu’il n’y avait pas de bâtiment assez solide où ils auraient pu être cantonnés, comme ce fut le cas dans la partie française de l’île Saint-Martin! La lenteur et la faiblesse des secours ont été encore plus significatives après les tremblements de terre au centre et au sud du Mexique, alors que, dans ce cas, aucune difficulté géographique n’existe qui puisse expliquer cette lenteur. En fait, que ce soit au Mexique, dans les îles des Caraïbes, les premiers secours ont été apportés par les habitants eux-mêmes, poussés par leur solidarité, à la mesure de ce qu’ils pouvaient faire.

Une grande partie de la bourgeoisie est consciente des problèmes environnementaux, notamment du réchauffement climatique. Elle ne peut rester les bras croisés sans craindre le coût catastrophique que ce réchauffement climatique annonce et qu’elle sera obligée de ponctionner sur les prolétaires. De même, il est clair que tant le coût

considérable de la reconstruction après le passage des ouragans (aux 200 milliards après les ouragans “Harvey” et “Irma” pour les États-Unis, il faut rajouter le coût de la reconstruction après le passage de “Maria”) que la pollution des villes chinoises qui sont un handicap pour les capacités de travail des ouvriers constituent de réels soucis pour la bourgeoisie. Mais, en dehors de la prise de mesures ponctuelles comme la diminution de consommation de charbon dans certaines régions en Chine, le coût que représenteraient des mesures réellement susceptibles d’inverser le réchauffement climatique est impossible du fait qu’elles ne sont pas rentables. Les grandes déclarations ou accords comme la COP21 ne sont, pour l’essentiel, qu’un jeu diplomatique où chaque bourgeoisie essaie de renforcer avec cynisme son influence. Il est tout à fait significatif que l’émission de gaz carbonique, principal gaz à effet de serre, ait continué à augmenter au même rythme en 2016 que dans les années précédentes et que la déforestation de l’Amazonie s’est accélérée cette même année! Seul le communisme, parce qu’il est un système de production pour les besoins humains et non pour l’obtention du profit pourra prendre les mesures capables d’inverser la terrible crise écologique qui menace l’humanité.

En fait, ce que nous ont montré les différentes fractions de la bourgeoisie par leurs réactions aux dévastations provoquées par les ouragans, est à l’image des charognards et leur utilisation du désastre n’est là que pour renforcer leur propre crédibilité. C’est évidemment le cas de Trump tout comme de Macron qui vont s’exhiber dans les zones sinistrées.

Vitaz, 26 octobre 2017

suite de la page 8

Extrait du Manifeste du CCI sur la Révolution d’Octobre 1917

classe qui a un futur et qui, pour cette raison même, est capable d’intégrer ce qu’il y a de meilleur dans le passé de l’humanité dans sa lutte pour le communisme. (...)

La révolution empire-t-elle les choses?

Reste le problème suivant : si une nouvelle société est nécessaire, est-elle réellement possible? De fait, un deuxième front de l’offensive contre la mémoire d’octobre 1917 est l’idée que la révolution ne peut qu’empirer les choses.

La preuve? La révolution russe a abouti au goulag stalinien : la terreur de masse, les procès montés de toutes pièces, la falsification de l’histoire, l’élimination de toute opinion dissidente; elle a créé des économies qui pouvaient générer de grands arsenaux militaires mais étaient incapables de fournir des biens de consommation décents; elle a établi une “dictature du prolétariat” qui employait les tanks pour écraser les révoltes prolétaires, comme en Allemagne de l’Est en 1953, en Hongrie en 1956, ou en Pologne en 1981.

Et tout cela n’est pas arrivé soudainement après la mort de Lénine en 1924 et avec la montée de Staline au pouvoir. Même au temps de Lénine, les grèves ouvrières et les révoltes étaient confrontées à la force armée. La violence incontrôlée de la Tcheka comptait beaucoup de victimes parmi la classe ouvrière et les paysans. Même du vivant de Lénine, les Soviets ont progressivement cessé d’exercer un quelconque contrôle réel sur l’État, et la dictature du prolétariat a en grande partie été remplacée par une dictature

du parti bolchevique.

Ceux qui défendent avec sérieux la possibilité de la révolution n’ont aucun intérêt à cacher la vérité ou à minimiser l’immensité de la tâche attendant une classe ouvrière qui aurait l’audace de s’affronter au système capitaliste et de le renverser. Faire la révolution, c’est se débarrasser de toute la boue des différentes époques du passé – de toutes les illusions et de toutes les habitudes nocives héritées, non seulement de la société capitaliste et de son idéologie, mais de milliers d’années de domination de classe. Cela exige un grand effort physique, moral et intellectuel, visant non seulement à démanteler l’ancien régime, son État et son économie, mais à créer de nouveaux rapports sociaux qui ne soient plus basés sur la concurrence et l’exclusion, mais sur la solidarité et la coopération, et tout cela à l’échelle de la planète. L’ampleur même du projet, son impossibilité apparente, sont devenues un facteur supplémentaire des difficultés actuelles de la classe ouvrière. (...)

Examinons les conclusions que nous offre l’histoire conventionnelle selon lesquelles le bolchevisme, dès le début, n’était pas différent du stalinisme, que toute tentative de détruire l’état de choses existant aboutira inévitablement à la terreur massive et à la répression, ou que la nature humaine est ainsi faite que la société capitaliste d’aujourd’hui est la meilleure que nous puissions espérer. Rappelons-nous qu’en 1917, la classe dominante n’a pas cru qu’il suffisait de s’en remettre au prétendu égoïsme de la nature humaine, elle n’a pas attendu que tout aille de travers pour pouvoir

ricaner ensuite : “je vous l’avais bien dit”. En 1917 et dans les années qui ont suivi, la classe dominante du monde entier a, de fait, pris très au sérieux la menace de la révolution et elle a fait tout ce qu’elle a pu pour la réprimer. Confrontée à l’écclatement de la révolution allemande en 1918, elle s’est hâtée de mettre fin à la guerre afin d’éliminer une des principales forces motrices des grèves de masse et des mutineries; de plus, les Alliés sont venus en aide à leur ennemi de naguère – la classe dominante allemande – dans les efforts de ce dernier pour abattre les ouvriers, soldats et marins révolutionnaires tentés de suivre l’exemple de l’insurrection d’Octobre. Confrontés au pouvoir des Soviets en Russie, les deux camps de la guerre impérialiste sont intervenus avec l’objectif d’étouffer dans l’œuf le danger bolchevique. Ceux qui défendaient le pouvoir des Soviets dans la guerre civile déclenchée par les forces contre-révolutionnaires en Russie ne devaient pas seulement combattre les armées “blanches” levées sur place mais des corps expéditionnaires envoyés par les Britanniques, les Américains, les Japonais, les Allemands et bien d’autres, qui ont envoyé aussi des armes et des conseillers aux armées blanches. La guerre civile, s’ajoutant au blocus économique imposé par les alliés occidentaux après le retrait des Soviets de la guerre, a rapidement réduit en ruines l’économie russe - déjà rendue exsangue par trois ans de guerre – et cela a eu comme conséquence de terribles pénuries et la famine généralisée. Les conditions de la guerre civile ont aussi affaibli les bastions de la classe ouvrière industrielle

qui avaient été la force la plus active dans la révolution, puisque la plupart de ses membres les plus dévoués se sont portés volontaires pour rejoindre les fronts militaires et qu’un nombre incalculable d’entre eux y ont perdu la vie, tandis que beaucoup d’autres ouvriers n’ont eu d’autre choix, pour échapper à la famine dans les villes, que de partir à la campagne pour y chercher de la nourriture et du travail. À l’intérieur et à l’extérieur de la Russie, un flot permanent de propagande était dirigé contre les bolcheviks, les décrivant comme des assassins d’enfants et des violeurs de femmes, et utilisaient souvent des thèmes antisémites affirmant que le bolchevisme n’était qu’un simple instrument d’une vaste conspiration juive internationale.

En fait, pour beaucoup de politiciens des “puissances démocratiques” - y compris Winston Churchill en Grande-Bretagne – le régime fasciste en Italie (et plus tard en Allemagne) était vu comme un mal nécessaire si on pouvait s’appuyer sur lui pour endiguer la marée bolchevique. De la même façon, quand l’URSS sous Staline a cherché à rejoindre le “concert des nations”, nombre de politiciens et d’États bourgeois ont été capables de voir que Staline était “un homme avec qui on pouvait s’entendre” et ont compris que sa politique “du socialisme dans un seul pays” signifiait qu’il n’était plus intéressé par la révolution mondiale – et qu’en réalité il était contre elle. Cette acceptation de l’URSS dans le concert impérialiste fut confirmée par sa participation à la Deuxième Guerre mondiale aux côtés des Alliés.

Et c’était bien la démonstration la plus parlante que le stalinisme ne représentait pas la continuation du bolchevisme mais qu’il était son fossoyeur. En 1914-18, le bolchevisme défendait l’opposition révolutionnaire à la guerre impérialiste, pour la lutte de classe contre tous les États belligérants. En 1941, l’URSS stalinienne – à la suite d’un pacte temporaire avec l’Allemagne nazie – a brandi le drapeau de la “grande guerre patriotique” et a pris part au repartage impérialiste du globe à la fin de celle-ci. (...) Le stalinisme n’était donc pas le produit de la révolution, mais de l’isolement et de la défaite de celle-ci. (...)

Longue vie à Octobre 17!

La mémoire de la révolution d’Octobre ne pourra jamais réellement être effacée, pas plus qu’il ne peut y avoir de capitalisme sans lutte de classe. En 1917, l’humanité a été confrontée au choix entre socialisme et barbarie : révolution mondiale prolétarienne ou destruction de la civilisation, peut-être destruction de l’humanité elle-même. En 2017, nous sommes confrontés au même dilemme. Le capitalisme ne peut être réformé, ni repeint en vert, ou se donner un visage plus humain. Son renversement est largement en retard, et toute future révolution ne sera pas capable de réussir sans tirer toutes les leçons de l’expérience gigantesque que notre classe a vécue en Russie, comme en Allemagne, en Hongrie, en Italie et dans le reste du monde, il y a maintenant un siècle (...).

CCI, septembre 2017

Une déclaration internationaliste du groupe “Perspective Communiste Internationale”

Nous publions ci-dessous une déclaration du groupe *Perspective Communiste Internationale* (Corée du Sud) au sujet des tensions impérialistes dans la péninsule coréenne.

Nous avons quelques critiques à faire sur cette déclaration, en particulier son insistance sur l’installation des THAAD (*Terminal High Altitude Area Defence*, programme de défense antimissile), qui pourrait suggérer l’idée que la classe ouvrière défendrait ses intérêts en luttant contre l’installation de ce nouveau système de défense. Ce n’est pas en faisant campagne contre telle ou telle arme de guerre particulière que la classe ouvrière peut développer sa conscience. La tâche des révolutionnaires est de démontrer l’impasse de l’ensemble du système capitaliste, en participant aux luttes qui correspondent à des revendications de classe, qui peuvent permettre de déchirer le voile d’illusion de “l’unité nationale” et développer une réelle solidarité avec les travailleurs des autres pays.

Néanmoins, nous reconnaissons la voix de la classe ouvrière internationale dans cette déclaration : une voix qui dénonce les impérialistes de toute la classe capitaliste (y compris ceux qui sont censés être “communistes”). Ainsi, nous sommes solidaires, sans réserve, des camarades de la PCI et de tous ceux qui luttent pour un réel internationalisme dans cette région.

Nous condamnons le gouvernement Moon Jae-In et les États-Unis pour le déploiement des THAAD. Suppression des THAAD! Lutte contre l’État capitaliste! Lutte contre les gouvernements capitalistes et la menace de guerre impérialiste!

Le 7 septembre, le gouvernement de Moon Jae-In et les États-Unis ont déployé de manière coercitive le programme THAAD sur Sungju-gun Sogong-ri en dépit de l’opposition de la majorité des Coréens, y compris les résidents. Le déploiement du THAAD en Corée du Sud ne contribue pas à la résolution des problèmes liés à l’utilisation de l’arme nucléaire en Corée du Nord et à la paix en Asie du Sud-Est. C’est juste un simulacre de recherche de sécurité. Le THAAD n’est pas seulement un programme qui accroît la menace de guerre de la part des États-Unis, c’est aussi un plan qui place la

Corée du Sud en première ligne de la guerre impérialiste.

Nous confirmons à nouveau que le but du développement de l’armement nucléaire en Corée du Nord est le massacre génocidaire de la population civile, en particulier de la classe ouvrière, nonobstant les déclarations de la Corée du Nord sur la nécessité de protéger son régime. En outre, nous n’oublions jamais que la seule force qui ait jamais utilisé l’arme nucléaire pour massacrer des populations civiles indistinctement est l’Impérialisme américain. L’Histoire a montré que les deux régimes, qui sont différents dans la péninsule coréenne, sont les mêmes en termes d’exploitation de la classe ouvrière et sont ses pires ennemis. Les travailleurs ne doivent choisir aucun des deux.

La montée des tensions en Asie du Sud-Est montre les tendances destruc-

trices du capitalisme. Cependant, les conflits récents montrent que le danger pour l’humanité est plus important qu’avant. Cette fois, il y a un affrontement croissant entre de nombreuses forces. Les États-Unis, la Chine et le Japon, autant que la Corée du Nord, sont en train d’intensifier la course aux armements.

Deux guerres mondiales, la guerre de Corée et de nombreuses autres guerres ont meurtri irrémédiablement la classe ouvrière. Aujourd’hui, la classe ouvrière ne doit pas se laisser entraîner dans le cercle vicieux mortel du capitalisme. Seule, la classe ouvrière peut sauver l’humanité de la barbarie. A cette fin, elle doit échapper aux sirènes du nationalisme et du militarisme. La seule solution est que les travailleurs de la Corée du Sud et du Nord luttent ensemble contre leur propre classe dominante.

Le déploiement des THAAD du gouvernement Moon, qui prétend travailler à la dénucléarisation de la péninsule coréenne, ne contribuerait pas à empêcher le développement de l’arme nucléaire en Corée du Nord, mais ne ferait que mettre de l’huile sur le feu de la confrontation militaire comprenant la compétition pour l’arme nucléaire. La décision d’ajouter et de déployer le THAAD montre également l’hypocrisie et l’incompétence du gouvernement Moon qui affirme poursuivre une politique de paix, un processus démocratique et une diplomatie indépendante. C’est une expression politique de la nature de classe du gouvernement actuel qui sert les intérêts des classes impérialistes et dirigeantes.

Contre le gouvernement Moon Jae-In, qui a commis des crimes aussi monstrueux que ceux du gouvernement Park Geun-hae, moins de quatre mois après la victoire aux élections présidentielles,

La classe ouvrière doit rompre avec le “rêve de Moon Jae-In”, qui consiste à prétendre nettoyer le mal accumulé et à améliorer le régime. La classe ouvrière doit refuser de former un front uni et de coopérer avec le gouvernement Moon. La classe ouvrière doit lutter contre le déploiement des THAAD, ainsi que contre le gouvernement capitaliste et la menace de guerre en Corée.

1. Nous nous opposons à la fois aux menaces de l’impérialisme américain et de ses alliés contre la Corée du

Nord (menaces de guerre, campagnes de sécurité) et au développement par la Corée du Nord de l’arme nucléaire contre eux.

2. L’Impérialisme américain, qui a déjà assassiné des civils avec l’arme nucléaire, et la Corée du Nord, avec ses armes nucléaires, qui sont dirigées vers une autre guerre, sont les plus grands dangers pour la classe ouvrière. La classe ouvrière s’oppose à toutes les armes nucléaires.

3. Nous ne pouvons faire confiance à aucune “politique de paix” des pays capitalistes et impérialistes qui revendiquent la paix d’un côté, tout en favorisant la recherche dans le secteur de l’armement et la menace de guerre dans l’intérêt de leur propre régime capitaliste.

4. Nous déclarons que seule la lutte internationale de la classe ouvrière et la révolution prolétarienne peuvent mettre fin à la menace de la barbarie, de la guerre impérialiste et de la destruction nucléaire menaçant l’humanité sous le capitalisme.

5. Suppression du THAAD! Lutte contre les gouvernements capitalistes et leur menace de guerre impérialiste au delà des frontières de tous les États capitalistes.

Les travailleurs n’ont pas de pays à défendre! Travailleurs de tous les pays, unissez-vous!

Perspective Communiste Internationale, 7 septembre 2017

suite de la page 1

Affrontements en Catalogne

catalans que les dirigeants nationalistes espagnols. Souvenons-nous que le gouvernement autonome d’Artur Mas en 2011-2012 fut le pionnier des coupes claires taillées dans le secteur de la santé, de l’éducation, dans les allocations chômage, etc., et que ces mesures ont été ensuite généralisées à toute l’Espagne par le gouvernement Rajoy!

Dirigeants espagnols comme catalans ont les mains tachées du sang de leur répression des luttes ouvrières. La démocratie a débuté dans l’Espagne postfranquiste avec la mort de cinq ouvriers au cours de la grève massive de Vitoria en 1976. Sous le gouvernement “socialiste” de Felipe Gonzalez, trois ouvriers furent assassinés au cours de luttes à Gijón, Bilbao et Reinos. Le gouvernement autonome catalan d’Artur Mas a déchaîné une brutale répression contre les assemblées générales des Indignados faisant cent blessés. Auparavant, en 1934, ses actuels partenaires de l’ERC⁽²⁾ avaient organisé une milice (les *Escamots*) spécialisée dans la torture des militants ouvriers.

Et tous se permettent d’enfreindre leurs propres règles démocratiques qu’ils proclament être leur idéal. On a vu la fraction catalaniste imposer de force grâce à un traficotage parlementaire sa procédure pour l’indépendance avec ses urnes bourrées, remplies jusqu’à ras bord de bulletins en faveur du “oui”.

Au nom de la sacro-sainte démocratie se livre une guerre à mort autour d’un autre pilier de la domination capitaliste : la Nation. La Nation n’est pas le regroupement “fraternel” de tous ceux nés sur un même territoire, mais elle est la propriété privée de l’ensemble des capitalistes d’un pays qui organisent à travers l’État l’exploitation et l’oppression de tous leurs assujettis. Les aspirants à une nouvelle “mère patrie”, les indépendantistes catalans,

se présentent comme des victimes de la barbarie de leurs rivaux et prétendent que “Madrid nous vole” pour mobiliser de la chair à canon au nom de la “défense d’une véritable démocratie”. Leur “véritable démocratie” consiste dans l’exclusion de ceux qui ne sont pas en communion avec leurs objectifs. Le harcèlement de ceux qui ne vont pas voter, les fichages et les heurts vis-à-vis des non-adeptes de leur cause, le chantage moral envers ceux qui, simplement, veulent garder un esprit critique. Dans toutes les zones sous leur coupe, ils ont imposé la dictature de leurs associations “citoyennes” et, avec les armes de l’insulte, de la calomnie, de l’ostracisme, du harcèlement, du contrôle, ils essaient “d’homogénéiser” la population autour de la Catalogne. Avec un culot chaque fois plus insolent, les groupes indépendantistes déploient des méthodes nazies et théorisent la “pureté” de la “race catalane”.

De leur côté, les démocrates nationalistes espagnols ne sont pas en reste. La haine contre les catalans, la manœuvre de déplacement du siège de grandes entreprises hors de la Catalogne, les mobilisations soi-disant “spontanées” en faveur des forces de répression encouragées par le cri barbare : “Allez-y, on se les fait!” qui rappelle le sinistre : “Allez l’ETA⁽³⁾, tuez-les!” des nationalistes basques, l’appel à accrocher aux fenêtres des drapeaux sang et or aux couleurs de l’Espagne, tout cela montre le déchaînement de la bête fauve de

sinistre mémoire qui, avec le franquisme, a servi de levier pour installer un régime de terreur.

Ce que les deux bandes rivales partagent, c’est l’exclusion et la xénophobie, ainsi toutes deux se rejoignent dans une même haine du migrant, le même mépris envers les travailleurs arabes, latino-américains ou asiatiques, avec leurs slogans répugnants : “ils nous enlèvent le pain de la bouche”, “ils volent nos emplois”, “ils allongent les queues aux portes des services de Santé”, etc., alors que c’est la crise du capitalisme et l’incapacité de ses États, que ce soit celui de l’Espagne ou de la Généralité de Catalogne, qui sont responsables de la dégradation des conditions de vie de tous et qui poussent des milliers de jeunes vers une nouvelle vague d’émigration qui rappelle celle des années 1950-1960, à l’époque franquiste.

Au milieu de cette sauvage confrontation, les “neutres” du parti Podemos et du parti d’Ana Colau tentent de nous faire croire que la démocratie avec son fameux “droit de décider par nous-mêmes” serait le remède qui permettrait la négociation et une “issue citoyenne”. Dans ce concert d’illusions dont on nous berce, est apparue une initiative : “Parlons ensemble” qui veut mettre de côté les deux drapeaux nationaux (celui de l’Espagne et celui de la Catalogne) pour lever le “drapeau blanc” du dialogue et de la démocratie.

Le prolétariat et tous les exploités ne peuvent pas se faire d’illusions. Le conflit qui a germé en Catalogne est du même acabit que les conflits populistes et aventuristes qui ont amené au Brexit en Grande-Bretagne ou à l’intronisation d’un fou irresponsable, Trump, à la tête de la première puissance mondiale. C’est l’expression de la dégénérescence et de la décomposition qui provoque l’aggravation d’une crise, non seulement économique mais également politique au sein des différents États capitalistes.

Pour le capitalisme actuel “tout va bien dans le meilleur des mondes”, “nous allons sortir de la crise”, grâce aux “progrès technologiques” et au dynamisme mondial. Mais, sous cette couche superficielle de vernis brillant, ce qui mûrit souterrainement avec chaque fois plus de force, c’est la violence des contradictions du capitalisme, la guerre impérialiste, la destruction de l’environnement, la barbarie morale, les tendances centrifuges au chacun pour soi sur lesquelles s’appuient (en même temps qu’ils la nourrissent de plus belle) la prolifération de conceptions et d’actions xénophobes, d’exclusions endogamiques.

Ce volcan sur lequel nous dansons est entré en éruption à maintes reprises, comme récemment en Extrême-Orient avec le danger de guerre entre la Corée du Nord et les États-Unis, mais il se manifeste aussi à travers le conflit catalan. Sous une forme apparemment civilisée et démocratique, entrecoupée de prétendues “négociations” et de “trêves”, la situation va en se dégradant progressivement et fait courir le risque de s’enkyster et de devenir insoluble, ce qui ne peut qu’engendrer des tensions chaque fois plus brutales. Même, si jusqu’à présent, il n’y a pas eu de morts, le danger encouru est chaque fois plus grand. Un climat social de fracture, d’affrontements violents et d’intimidation est en train de s’enraciner dans toute la société, non seulement en Catalogne, mais dans toute l’Espagne. D’ores et déjà, est en train de croître le nombre de personnes qui, ne pouvant plus supporter leur situation, abandonnent leurs amis, leurs enfants, leur travail...

Ce que nous voyons se dérouler sous nos yeux, c’est ce que, face à la barbarie de la Première Guerre mondiale, en 1915, décrivait la révolutionnaire Rosa Luxemburg de manière profonde et prophétique : “Souillée, déshonorée, pataugeant dans le sang, couverte de crasse; voilà comment se présente la

société bourgeoise, voilà ce qu’elle est. Ce n’est pas lorsque, bien léchée et bien honnête, elle se donne les dehors de la culture et de la philosophie, de la morale et de l’ordre, de la paix et du droit, c’est quand elle ressemble à une bête fauve, quand elle danse le sabbat de l’anarchie, quand elle souffle la peste sur la civilisation et l’humanité qu’elle se montre toute nue, telle qu’elle est vraiment”.(4)

Le danger pour le prolétariat et pour le futur de l’humanité, c’est de rester coincé dans cette atmosphère suffocante générée par l’imbroglio catalan qui pousse à ce que les sentiments, les aspirations, les réflexions ne gravitent plus autour de : quel futur est possible pour l’humanité? Quelle réponse donner à la précarité et aux salaires de misère? Quelle issue existe face la dégradation générale des conditions de vie? Mais, au contraire, cela polarise l’attention sur le choix entre l’Espagne et la Catalogne, sur la Constitution, sur le droit à l’autodétermination, sur la nation,... c’est-à-dire sur les facteurs qui ont précisément contribué à nous mener dans la situation actuelle et qui menacent de les porter à leur paroxysme.

Nous sommes conscients de l’état de faiblesse que traverse aujourd’hui le prolétariat, cependant cela ne nous empêche pas de reconnaître que c’est seulement de sa lutte autonome comme classe que peut émerger une solution. La contribution à cette orientation exige de s’opposer aujourd’hui à la mobilisation en faveur de la démocratie, au faux choix entre Espagne et Catalogne, au terrain national. La lutte du prolétariat et l’avenir de l’humanité ne peuvent être réglés seulement qu’en dehors et contre ces terrains pourris que sont la démocratie et la Nation.

CCI, 9 octobre 2017

2) *Ezquerria Republicana de Catalunya* (Gauche républicaine de Catalogne).

4) *La Crise de la Social-démocratie – Brochure de Junius*, chapitre 1 : *Socialisme ou barbarie?*

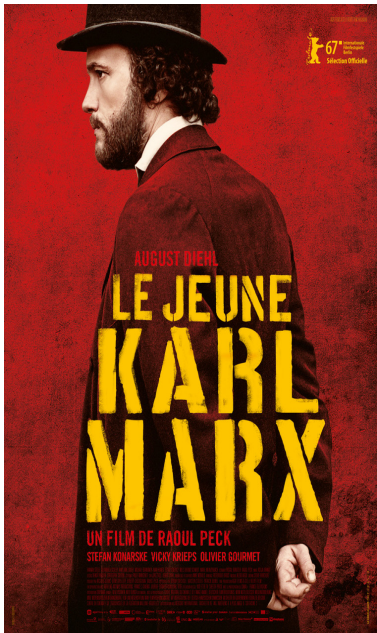
“Le jeune Karl Marx”

Voilà un film qui surprend par l'apparente réhabilitation qu'il fait du personnage. Surprenant car en choisissant de traiter cinq années de la vie de Marx, peut-être les plus déterminantes, celles qui s'étalent de 1843 à 1848, Raoul Peck souhaite rompre avec l'image trop caricaturale du génie solitaire agissant en dehors du monde ouvrier. Mais y parvient-il réellement ? Indéniablement, l'angle avec lequel Raoul Peck aborde la vie de Marx corrige quelque peu l'idée selon laquelle Marx et Engels seraient les inventeurs de notions abstraites telles que “lutte de classes”, “révolution” ou “communisme”... Ce film montre, bien que parfois de façon trop caricaturale, comment ces deux hommes, qui vont jouer un rôle déterminant pour le mouvement révolutionnaire, ont été gagnés à une cause née bien avant eux, dans les entrailles du prolétariat des pays les plus industrialisés du XIX^{ème} siècle. En cela, nous pensons que la vision de Peck se distingue ouvertement de celle des intellectuels les plus déchainés qui s'attellent à démontrer, non sans une grande malhonnêteté, que les travaux de Marx portent en eux les germes de la tragédie stalinienne.⁽¹⁾ Pour autant, ce film ne rompt pas totalement avec l'image du personnage providentiel ce qui altère considérablement la tentative de mettre en valeur la dimension militante et encore actuelle du personnage ainsi que le rôle décisif que devra jouer le prolétariat dans la transformation de la société.

A juste titre, une place importante est accordée à la rencontre déterminante et à la complicité inaltérable de Karl Marx et Friedrich Engels, ce fils d'industriel en rupture de ban, qui sensibilisa le jeune Marx aux potentialités politiques du monde ouvrier et à l'importance de l'économie politique. Il faut cependant déplorer le manque de subtilité de cette rencontre où la froideur des présentations dans le salon d'Arnold Ruge fait soudainement place aux déclarations de fascination lors d'une nuit de libations et de parties d'échec où les deux hommes arrivent à un accord parfait et Marx de complimenter Engels pour lui avoir ouvert les yeux, énonçant, soudainement, dans un fort état d'ébriété, la célèbre phrase : “les philosophes n'ont fait qu'interpréter le monde, il s'agit désormais de le transformer”. Paradoxalement, c'est une scène centrale puisqu'elle annonce toute la vision qui sera faite du personnage par la suite. Un Marx ni philosophe, ni historien, ni économiste mais un militant du mouvement révolutionnaire s'adressant aux ouvriers dans des meetings, polémiquant avec Proudhon et son réformisme petit-bourgeois ou avec Weitling et son idéalisme christique. Par ailleurs, les affres de la vie militante ne sont pas négligées. Si la répression est dépeinte d'une manière quelque peu légère où Karl et Friedrich en profitent pour jouer au chat et à la souris avec la police dans les faubourgs de Paris, les désagréments et les traumatismes de l'exil, de la pauvreté, sont montrés dans leur réalité crue. Ces moments mettent plutôt en valeur l'expression et le renforcement des liens d'amitié et d'amour mais aussi ceux engendrés par la passion militante. Raoul Peck reproduit donc tout un milieu révolutionnaire à Paris d'abord, à Bruxelles et à Londres ensuite. Mais malgré tout, ces scènes offrent une image excessivement personnalisée des débats et de la clarification dans le milieu révolutionnaire de l'époque. Par exemple, Raoul Peck semble vouloir attribuer

uniquement à Marx le discrédit subi par Weitling au sein de la Ligue des Justes alors que les premiers à remettre en cause, non sans embarras, les visées idéalistes et messianiques de ce dernier sont Schapper⁽²⁾ et une grande majorité des ouvriers de l'Association des ouvriers allemands de Londres. Nous savons que Marx a suivi avec beaucoup d'attention cette polémique puisqu'elle révélait une rupture entre le communisme sentimental et le communisme scientifique que lui-même prônait. A travers la création de comités de correspondance, l'Association de Londres se rapprocha des conceptions de Marx sur la direction à donner à l'évolution du mouvement et par conséquent s'éloignait des conceptions de Weitling. Ainsi, la discussion virulente du Comité de Correspondance de Bruxelles du 30 mars 1846 relatée dans le film, finit de consommer une rupture déjà bien entamée. En fait, le réalisateur reste prisonnier de la vision démocratique du débat et de l'action politique car l'attention est régulièrement portée sur la joute théorique entre des meneurs, des chefs charismatiques, ce qui cache l'essentiel, à savoir l'effervescence théorique et la réflexion collective, complexe, qui caractérisait déjà le mouvement ouvrier à cette époque. Cette confusion prend toute sa dimension dans la manière dont est traité le rapport entre Marx et la Ligue des Justes. Nous sentons que Raoul Peck souhaite mettre en évidence le fait que Marx et Engels aient compris que le salut de l'humanité réside dans le rôle historique qu'est portée à jouer la classe ouvrière. Ces derniers comprenaient aussi qu'il était nécessaire de se détacher de tout idéalisme, de paroles éthérées, illusoire et utopiques sur les fins et les moyens de parvenir à un stade supérieur de la société humaine. La classe ouvrière avait besoin d'une théorie pratique pour comprendre le monde qui l'avait engendré et pour se persuader que sa situation n'était pas intangible mais transitoire. Donner au prolétariat une théorie révolutionnaire et le convaincre de la nécessité d'une telle démarche, c'est ce que le film essaie de mettre en lumière avec une certaine fidélité nous semble-t-il. Pour autant, la manière dont est appréhendé le rapprochement entre Marx et la Ligue des Justes entretient la vision d'un Marx prompt aux intrigues, un Marx ambitieux et jouant de sa stature intellectuelle pour renverser la majorité de l'avant-garde révolutionnaire de l'époque de son côté. En effet, Marx et Engels semblent vouloir séduire les dirigeants de la Ligue, ils font des pieds et des mains pour entrer en contact avec celle-ci, n'hésitent pas à exagérer leur proximité avec Proudhon afin de laisser planer la possibilité de développer des ramifications de comités de correspondance jusque dans l'Est de la France... Contrairement au flou que fait planer le film sur cet événement, c'est la Ligue, sous l'égide de son porte-parole Joseph Moll, qui invita Marx à adhérer. Comme le relatent Boris Nicolaïevski et Otto Maenchen-Helfen dans leur *Vie de Karl Marx*, “il leur déclara que ses camarades se rendaient compte de la justesse des conceptions de Marx, et qu'ils comprenaient la nécessité de se libérer des anciennes traditions et des formes de la conspiration. Marx et Engels étaient invités à collaborer à l'orientation théorique nouvelle et à la réorganisation”. Cependant, Marx hésitait à accepter, doutant toujours de la réelle volonté de la Ligue à se réorganiser et à jeter à la poubelle ses

anciennes conceptions conspiratrices et utopistes. Mais “Moll lui déclara que précisément son adhésion et celle d'Engels étaient indispensables, si la Ligue devait réellement être libérée de tout ce qu'elle comportait de périmé. Surmontant ses scrupules, Marx s'affilia en février 1847”.



Si, en effet, le poids des personnalités était assez fort dans le mouvement ouvrier du XIX^{ème} siècle, le film, en isolant l'apport théorique de Marx et Engels, donne finalement l'impression que ce mouvement dépendait exclusivement de personnalités de génie. Cela se vérifie dans le déroulement du congrès de la Ligue des Justes du 1^{er} juin 1847, où d'ailleurs Marx n'assista pas ; officiellement par manque

suite de la page 1

d'argent mais vraisemblablement il souhaitait attendre les décisions du congrès avant d'adhérer de manière définitive à la Ligue. Cette scène est d'ailleurs extrêmement caricaturale car elle présente le déroulement du congrès comme un combat de personnes où semble prévaloir une minorité de militants “d'élite” soutenue ou contestée par les applaudissements et les cris de la grande majorité qui reste dans la passivité. En réalité, il s'agit ici d'une vision déformée du déroulement d'un congrès dans une organisation révolutionnaire.

Malgré l'âpreté de leur condition de vie, les ouvriers politisés attachaient beaucoup d'importance à l'instruction et l'approfondissement des questions politiques à travers la lecture de brochures notamment. Ainsi, les congrès n'étaient pas des sortes de joutes oratoires où chaque camp avait son champion mais le moment fondamental de la vie d'une organisation révolutionnaire avec de longs débats où chaque militant prenait place dans l'expression et la confrontation des positions quelle que soit la capacité théorique de chacun. Dans sa Contribution à l'histoire de la Ligue des Communistes, Engels transmet la réalité studieuse des premiers congrès révolutionnaires du prolétariat. “*Au deuxième congrès, qui se tint fin novembre et début décembre de la même année [1847], Marx fut, lui aussi, présent, et dans un débat assez long – la durée du congrès fut de dix jours au moins –, il défendit la nouvelle théorie*”.⁽³⁾

3) Friedrich Engels, *Contribution à l'histoire de la Ligue des Communistes*.

Seul le prolétariat...



février en Russie.⁽²⁾ En fait, ce que la bourgeoisie essaie de masquer, c'est le contenu prolétarien indiscutable des mutineries et le fait que la seule véritable opposition à la guerre ne peut provenir que de la classe ouvrière”.⁽³⁾

Aujourd'hui, les organisations révolutionnaires ont la responsabilité majeure de s'appuyer sur les leçons du passé et de comprendre les enjeux de la période historique pour permettre une véritable riposte contre le système

2) Suite aux mutineries de l'armée française, une dizaine de milliers de soldats russes qui combattaient sur le front occidental aux côtés des soldats français ont été retirés du front et isolés jusqu'à la fin de la guerre dans le camp de La Courtine. Il ne fallait pas que l'enthousiasme qu'ils manifestaient pour la révolution qui se développait dans leur pays vienne contaminer les soldats français.

3) 1918 - 1919 : la révolution prolétarienne met fin à la guerre impérialiste, *Revue Internationale* n°96, 1^{er} trimestre 1999.

En somme, il ne s'agit pas ici de nier le rôle déterminant de Marx et Engels dans l'évolution du mouvement révolutionnaire mais de replacer leur trajectoire dans le milieu prolétarien et de souligner que leur contribution inestimable n'aurait pu exister sans ce grand mouvement de fond toujours actuel qui fait de la classe ouvrière le sujet actif de l'histoire. La caricature que nous fournit le réalisateur voile cette réalité et met l'accent sur la place prépondérante des individualités et de leur rôle providentiel.

L'art n'a pas vocation à servir une cause politique. Cependant, le contenu et la forme d'une œuvre peuvent être amenés à délivrer un message. Si nous soulignons la manière avec laquelle Raoul Peck essaye d'exhumer Marx du cimetière de l'histoire, la manière dont il relate certains moments de sa vie tend à travestir et déformer les enseignements politiques que l'on peut en tirer.⁽⁴⁾ Et c'est ce que nous tenions à corriger dans cet article

DL, 28 octobre 2017

4) Toutes les œuvres artistiques sont influencées, souvent inconsciemment, par l'idéologie de la classe dominante d'une époque. On le voit très bien à la fin du film où une succession d'images en accéléré est supposée donner une vision des dévastations produites par le capitalisme mais où en réalité tous les amalgames sont possibles, en particulier entre le stalinisme (Che Guevara, Mao, Mandela,...) et le marxisme, alors que Staline fut le bourreau des communistes authentiques qui avaient suivi la démarche de Marx. C'est l'odeur de ce poison subtilement distillé qu'a reconnu le PCF ; c'est pourquoi ce parti stalinien n'a pas tari d'éloges publicitaires pour ce film.

d'exploitation et ses terribles menaces. Face aux attaques massives et aux destructions en cours, la seule réponse possible, il n'y en a pas d'autre, c'est d'engager une lutte consciente, solidaire et déterminée pour défendre nos conditions de vie et le futur de nos enfants. Si ce combat doit bien être celui de toute la classe ouvrière mondiale, revient aux prolétaires des pays centraux du capitalisme, d'Europe occidentale notamment, à travers leur expérience historique du combat prolétarien comme des pièges tendus par la bourgeoisie, la responsabilité de montrer le chemin de ce combat vital. Les révolutionnaires se doivent de lutter pour cela, avec un même objectif, celui de défendre le programme politique du prolétariat et le mot d'ordre plus actuel et nécessaire que jamais du *Manifeste communiste* : “*Prolétaires de tous les pays, unissez-vous*” !

WH, 24 octobre 2017

1) C'est ce qu'on a pu entendre en substance dans l'émission *28 minutes* sur Arte lors d'un numéro consacré à Octobre 1917.

2) En tant que porte-parole de l'Association des ouvriers allemands de Londres.

LE CCI SUR INTERNET

fr.internationalism.org

E-mail : france@internationalism.org

ABONNEMENTS

Abonnement découverte

Révolution internationale, 3 numéros : 5 €
pack *Révolution internationale* (3 numéros)
+ *Revue internationale* (1 numéro) : 8 €

Abonnement simple

Révolution internationale (11 numéros)

FRANCE	18,5 €
ETRANGER	20,5 €
PAR AVION DOM/TOM	21,5 €

Abonnement simple

Revue internationale (4 numéros)

FRANCE	18,5 €
ETRANGER	17 €
PAR AVION DOM/TOM	18,5 €

Abonnement couplé : journal + revue

11 n ^{os} + 4 n ^{os}	
FRANCE	35 €
ETRANGER	38 €
PAR AVION DOM/TOM	38 €

Versement par chèque bancaire ou postal
à l'ordre de RI – CCP 523544Y – Rouen, à adresser à la boîte postale de RI.

Abonnement diffuseur

Aux lecteurs qui souhaitent diffuser notre presse autour d'eux, nous proposons les modalités suivantes :

Révolution internationale

abonnement à 3 : 45 €
à 5 : 73 €

Revue internationale

abonnement à 2 : 31 €
à 3 : 45 €

Ecrivez-nous pour mettre au point d'autres possibilités.

RÉUNIONS PUBLIQUES

LONGUE VIE À OCTOBRE 17!

Les leçons de la révolution russe de 1917 sont vitales pour construire une perspective révolutionnaire

Le 4 août 1914, la Première Guerre mondiale était déclarée : vingt millions de morts et autant de “gueules cassées”. La vague révolutionnaire née d’Octobre 1917 fut la réponse du prolétariat à cette immense boucherie mondiale qu’il fit effectivement cesser. Mais comme l’écrivait Rosa Luxemburg : “Lénine, Trotsky et leurs amis ont été les premiers qui aient montré l’exemple au prolétariat mondial... [Mais], en Russie, le problème ne pouvait être que posé”. La Révolution en Russie fut en effet isolée, la vague internationale qui l’a suivie en Allemagne, en Hongrie ou en Italie était trop faible, et la bourgeoisie n’a pas hésité à l’écraser dans le sang. Attaqués de toutes parts par la coalition de tous les pays capitalistes, les prolétaires russes furent bientôt étranglés par la bureaucratie stalinienne qui agita le drapeau du “socialisme dans un seul pays” en totale contradiction avec les principes prolétariens de la Révolution communiste mondiale. Le stalinisme a réprimé et massacré les révolutionnaires d’Octobre et leurs principes prétendument au nom de cette même révolution alors qu’il s’agissait d’une contre-révolution dont les effets politiques peuvent se ressentir encore aujourd’hui.

Alors même que la propagande bourgeoise déverse ses mensonges et ses insanités à l’occasion de son centenaire, pour les révolutionnaires, préparer la révolution future ne peut passer que par une étude critique de la Révolution en Russie. Plus que jamais la révolution communiste est à l’ordre du jour et est une nécessité absolue pour la survie de l’humanité. Nous invitons tous ceux qui le désirent à venir en débattre avec le CCI et à lire le Manifeste de notre XXIIème congrès sur ce sujet.

LILLE

le samedi 18 novembre
à 15 h
MRES, 23, rue Gosselet

MARSEILLE

le samedi 18 novembre
à 15 h
Association Milles-Bâ-bords, 61, rue Consolât (métro Réformés)

PARIS

le samedi 25 novembre
à 15 h
CICP, 21ter rue Voltaire, Paris 11e (métro rue des boulets)

TOULOUSE

le samedi 25 novembre
à 15 h
Maison de quartier, 20 place Jean Diebold

PUBLICATIONS DU CCI

Révolution internationale

Mail Boxes 153
108, rue Damremont
75018 Paris
FRANCE

Acción Proletaria

Ecrire à l’adresse postale
de Révolution internationale
ESPAGNE

Internationalisme

PB 102, 2018 Antwerpen (Centraal Station)
BELGIQUE

Internationalism

Ecrire à l’adresse postale
en Grande-Bretagne
ETATS-UNIS

Internacionalismo

Ecrire à l’adresse postale de
Révolution internationale
VENEZUELA

Internationell Revolution

Ecrire à l’adresse postale
en SUISSE
SUEDE

Rivoluzione internazionale

CP 469, 80100 Napoli
ITALIE

World Revolution

BM Box 869,
London WC1N 3XX
GRANDE-BRETAGNE

World Revolution

Ecrire à l’adresse postale
en Grande-Bretagne
AUSTRALIE

Weltrevolution

Internationale Revue
Postfach 2124 – 8021 Zürich
SWITZERLAND

Revolución Mundial

Apdo. Post. 15-024, C.P. 02600
Distrito Federal, Mexico
MEXIQUE

Communist Internationalist

(publication en langue hindi)
POB 25, NIT,
Faridabad 121 00
HARYANA INDIA

BROCHURES DU CCI

Plate-forme et Manifeste du C.C.I.

2,5 € + frais d'envoi : France 2,11 € / Etranger 4 €

La décadence du capitalisme

2,5 € + frais d'envoi : France 2,11 € / Etranger 4 €

Les syndicats contre la classe ouvrière

2,5 € + frais d'envoi : France 2,11 € / Etranger 4 €

Nation ou classe

3 € + frais d'envoi : France 2,11 € / Etranger 4 €

Le trotskisme contre la classe ouvrière

4 € + frais d'envoi : France 2,11 € / Etranger 4 €

Organisation communiste et conscience de classe

4 € + frais d'envoi : France 2,11 € / Etranger 4 €

Guerre du Golfe

2,5 € + frais d'envoi : France 2,11 € / Etranger 4 €

L'État dans la période de transition

3 € + frais d'envoi : France 2,11 € / Etranger 4 €

La Gauche communiste d'Italie

8 € + frais d'envoi : France 2,11 € / Etranger 4 €

La Gauche hollandaise

12 € + frais d'envoi : France 2,11 € / Etranger 4 €

La Gauche communiste de France

4 € + frais d'envoi : France 2,11 € / Etranger 4 €

L'effondrement du stalinisme

3 € + frais d'envoi : France 2,11 € / Etranger 4 €

La Révolution russe

2,5 € + frais d'envoi : France 2,11 € / Etranger 4 €

Bilan de la lutte des infirmières – Octobre 1988

2 € + frais d'envoi : France 2,11 € / Etranger 4 €

Luttes dans la fonction publique de décembre 95

2 € + frais d'envoi : France 2,11 € / Etranger 4 €

Fascisme et démocratie, deux expressions de la dictature du capital

4,5 € + frais d'envoi : France 2,11 € / Etranger 4 €

Comment le PCF est passé au service du capital

3 € + frais d'envoi : France 2,11 € / Etranger 4 €

La terreur stalinienne : un crime du capitalisme, pas du communisme

3 € + frais d'envoi : France 2,11 € / Etranger 4 €

Octobre 17

3 € + frais d'envoi : France 2,11 € / Etranger 4 €

Le communisme n'est pas un bel idéal...

3 € + frais d'envoi : France 2,11 € / Etranger 4 €

Les élections : un piège pour la classe ouvrière

2 € + frais d'envoi : France 2,11 € / Etranger 4 €

SOUSCRIPTIONS

Souscriptions presse de juillet à août 2017 :
X : 1 €.

Total : 1 €



Courant Communiste International

Deuxième semestre 2017

Revue
Internationale

Présentation de la Revue

Prise de position sur la Catalogne

Les États-Unis au cœur du chaos grandissant du capitalisme en décomposition (1e partie)

Manifeste sur la révolution d'Octobre 1917

22ème congrès du CCI
Résolution sur la situation internationale

3,00 euros - 5 FS - 6 \$Can
Paraît tous les 6 mois

159

RÉVOLUTION INTERNATIONALE

ORGANE DU COURANT COMMUNISTE INTERNATIONAL EN FRANCE

EXTRAITS DU MANIFESTE DU CCI SUR LA RÉVOLUTION D'OCTOBRE 1917

La révolution mondiale est le seul avenir de l'humanité

Il y a 100 ans avait lieu la Révolution d'Octobre 1917 en Russie. Aujourd'hui, la révolution a été reléguée en toute sécurité aux livres d'histoire et aux documentaires télévisés, et c'est là que les classes dirigeantes voudraient qu'elle reste. Mais en réalité, le problème posé en 1917 demeure le problème de notre époque. En plongeant le monde dans une guerre d'une barbarie inimaginable, la classe capitaliste démontra que sa domination n'avait rien à offrir à l'humanité que le sang et l'horreur. Les ouvriers russes ont montré la voie vers un renversement mondial du capitalisme, et ce sera leur mérite éternel. En 1917 la question a été posée : socialisme ou barbarie ? Quand nous regardons le monde d'aujourd'hui, qui peut douter que cette question demeure la plus fondamentale de notre temps, même si les conditions ont changé ? En ce sens, les leçons de l'expérience russe de 1917 restent toujours d'actualité. Le prolétariat d'aujourd'hui frappe autant les claviers que le métal. Il reste plus que jamais une classe internationale, associée dans un processus mondial de production. La révolution russe de 1917 était l'œuvre du prolétariat de l'époque ; la révolution mondiale à venir sera celle de ses héritiers.

EN octobre 1917, après trois ans de carnage indescriptible sur les champs de bataille, une lueur d'espoir surgissait dans les ténèbres de la guerre : les ouvriers russes, après avoir chassé le Tsar en février, renversaient le gouvernement provisoire bourgeois qui l'avait remplacé mais qui s'obstinait dans la poursuite de la guerre "jusqu'à la victoire". Les Soviétiques (conseils d'ouvriers, de soldats et de paysans), avec le parti bolchevique en première ligne, demandaient la fin immédiate de la guerre et appelaient les ouvriers du monde à suivre leur exemple révolutionnaire. Ce n'était pas un rêve absurde puisqu'il existait déjà des explosions de colère dans tous les pays en guerre – des grèves dans les industries de guerre, des mutineries et des fraternisations sur le front. En novembre 1918, l'éclatement de la révolution en Allemagne obligeait la classe dominante à appeler à un arrêt de la guerre par crainte que toute tentative de la prolonger ne fasse qu'attiser les flammes de la révolution. Pendant une brève période, le spectre du "bolchevisme" – qui à cette époque symbolisait la solidarité de la classe ouvrière au-delà de toutes les frontières, et la conquête du pouvoir politique par les conseils ouvriers – hanta le monde. Pour la classe dominante, cela ne pouvait signifier que chaos, anarchie, effondrement de la civilisation elle-même. Mais pour les travailleurs et les révolutionnaires qui la soutenaient, l'insurrection d'Octobre

contenait la promesse d'un monde nouveau. En 2017, la révolution russe demeure un événement majeur dans l'histoire du monde, et son centenaire renvoie aux puissances qui dirigent le monde des souvenirs pénibles. En Russie même, le régime de Poutine a eu du mal à trouver le ton juste pour sa commémoration : après tout, la puissante URSS de Staline, dont Poutine (qui a fait ses premières armes dans le KGB) rêve de restaurer l'empire, s'était aussi proclamée l'héritière de la révolution d'Octobre. Mais à côté de cette interprétation nationaliste (en fait diamétralement opposée) nous avons la vision internationaliste de Lénine et des bolcheviks, l'idée que la loyauté de la classe ouvrière en Russie n'est pas envers la mère-patrie mais envers les travailleurs du monde entier. Dans les pays démocratiques occidentaux, on nous sert toutes sortes de mixtures d'analyses et d'explications, mais une chose est sûre, si elles viennent des porte-paroles politiques, médiatiques ou académiques du capitalisme, elles ne serviront qu'à déformer la signification de la révolution russe.

Quels sont les grands fronts de cette offensive idéologique, de cette tentative, soit d'enterrer, soit de pervertir la mémoire de la classe ouvrière ?

La guerre de classe est-elle dépassée ?

Premier front de l'offensive : tout cela est de l'histoire ancienne, sans grand intérêt pour le monde moderne.

(...) Les grandes usines comme celle de Poutilov à Petrograd (aujourd'hui Saint-Petersbourg) où des dizaines de milliers d'ouvriers étaient exploités à l'extrême de leurs forces, ont en grande partie disparu, tout au moins dans la plupart des pays occidentaux. Bien sûr, non seulement il y a beaucoup moins de paysans, mais existe-t-il encore une classe ouvrière et, si c'est le cas, peut-on dire encore que c'est une classe exploitée alors qu'il est possible de faire appel à la protection sociale d'un État bienveillant et que beaucoup de travailleurs peuvent acheter (même à crédit) toutes sortes de choses qui auraient été hors d'atteinte des ouvriers russes en 1917 ? (...) Quel que soit le travail que nous fassions, ne serions-nous pas tous mieux définis comme citoyens d'un vaste ordre démocratique ?

Pourtant, (...) le capitalisme domine la planète comme jamais auparavant – c'est incontestablement un système mondial, un mode de production global qui règne sur tous les pays du monde, y compris ceux, comme Cuba et la Chine, qui se proclament encore "socialistes"... Mais il demeure que là où le capital existe, il y a une classe qui le produit, qui travaille et qui est exploitée parce que le capital, par définition, est basé sur le travail non payé extorqué à ceux qui travaillent pour un salaire – qu'ils travaillent dans des usines, des bureaux, des écoles, des supermarchés, des hôpitaux, dans les transports ou à la maison. En bref, comme l'a dit Marx, dans une bro-

chure précisément appelée : *Travail salarié et capital, "le capital présuppose le travail salarié, et le travail salarié présuppose le capital"*. Où il y a un capital, il y a une classe ouvrière.

Évidemment, le profil de la classe ouvrière a énormément évolué depuis 1917. Des complexes industriels entiers ont migré en Chine ou en Amérique latine, ou encore dans d'autres parties de ce qu'on appelait autrefois le "Tiers-monde". Dans une grande partie de l'économie des "pays industrialisés" d'Europe occidentale, de nombreux ouvriers ont cessé de produire des biens matériels au sein de l'usine et travaillent maintenant sur des écrans d'ordinateur dans "l'économie du savoir" ou dans le secteur financier, souvent dans des lieux de travail beaucoup plus petits. De même, avec le démantèlement des secteurs industriels traditionnels comme les mines, les aciéries ou les chantiers navals, les concentrations d'habitations ouvrières ont aussi été disloquées. Tout cela a contribué à saper les moyens par lesquels la classe ouvrière s'identifiait comme classe, avec une existence distincte et des intérêts distincts dans la société. Cela a affaibli la mémoire historique de la classe ouvrière. Mais cela ne l'a pas fait disparaître.

C'est vrai que si la classe ouvrière continue d'exister objectivement cela n'implique pas qu'il subsiste automatiquement dans des parties significatives de celle-ci un projet politique, l'idée que le système capitaliste doit être, et peut être, renversé et remplacé par une forme supérieure de société. D'ailleurs, en 2017, il est légitime de se demander : où sont les équivalents aujourd'hui des organisations marxistes, comme les bolcheviks en Russie ou les spartakistes en Allemagne, qui avaient été capables de développer une présence parmi les travailleurs industriels et d'avoir une grande influence quand ils s'engageaient dans des mouvements de masse, dans des grèves ou des soulèvements ? Dans les dernières décennies qui vont de la période de

"l'effondrement du communisme" à celle du surgissement du populisme (à la Trump ou Le Pen), ceux qui parlent encore de la révolution prolétarienne sont souvent considérés, au mieux, comme des curiosités sans importance, des animaux rares d'une espèce en voie d'extinction, et pas seulement par les médias capitalistes hostiles. Pour la grande majorité de la classe ouvrière, 1917, la Révolution russe, l'Internationale Communiste – tout cela a été oublié, peut-être enfoui dans quelque recoin profond de l'inconscient, mais ne fait plus partie d'une quelconque tradition vivante. Aujourd'hui, nous avons atteint un niveau si bas dans la capacité du mouvement ouvrier de se souvenir de son propre passé que les partis de la droite populiste peuvent se présenter eux-mêmes – et être présentés par leurs opposants libéraux – comme des partis de la classe ouvrière, comme les véritables héritiers de la lutte contre les élites qui gouvernent le monde.

Cet oubli n'est pas accidentel. Le capitalisme aujourd'hui, plus que jamais, repose sur le culte de la nouveauté, sur "la révolutionnarisation continue" non seulement des moyens de production, mais aussi des biens de consommation, si bien que ce qui était jadis nouveau, comme les derniers téléphones portables, devient vieux en l'espace de deux ans et doit être remplacé. Ce dénigrement de ce qui est "démodé", de l'expérience historique authentique, est utile pour la classe des exploiters parce que cela sert à produire une espèce d'amnésie chez les exploités. La classe ouvrière est confrontée au danger d'oublier sa propre tradition révolutionnaire ; et elle désapprend les leçons réelles de l'histoire à ses dépens, parce qu'elle aura besoin de les appliquer dans ses luttes futures. La bourgeoisie, en tant que classe réactionnaire, veut soit que nous oublions le passé, soit (comme avec les populistes et les djihadistes) nous offrir le mirage d'un faux passé idéalisé. Le prolétariat, à l'opposé, est une

(suite page 4)

NOS POSITIONS

- Depuis la Première Guerre mondiale, le capitalisme est un système social en décadence. Il a plongé à deux reprises l'humanité dans un cycle barbare de crise, guerre mondiale, reconstruction, nouvelle crise. Avec les années 80, il est entré dans la phase ultime de cette décadence, celle de sa décomposition. Il n'y a qu'une seule alternative devant ce déclin historique irréversible : socialisme ou barbarie, révolution communiste mondiale ou destruction de l'humanité.
- La Commune de Paris de 1871 fut la première tentative du prolétariat pour mener à bien cette révolution, à une époque où les conditions n'étaient pas encore mûres. Avec la situation donnée par l'entrée du capitalisme dans sa période de décadence, la révolution d'Octobre 1917 en Russie fut le premier pas d'une authentique révolution communiste mondiale dans une vague révolutionnaire internationale qui mit fin à la guerre impérialiste et se prolongea plusieurs années. L'échec de cette vague révolutionnaire, en particulier en Allemagne en 1919-23, condamna la révolution en Russie à l'isolement et à une rapide dégénérescence. Le stalinisme ne fut pas le produit de la Révolution russe, mais son fossoyeur.
- Les régimes étatisés qui, sous le nom de "socialistes" ou "communistes", ont vu le jour en URSS, dans les pays de l'est de l'Europe, en Chine, à Cuba, etc., n'ont été que des formes particulièrement brutales d'une tendance universelle au capitalisme d'État, propre à la période de décadence.
- Depuis le début du XX^e siècle, toutes les guerres sont des guerres impérialistes, dans la lutte à mort entre États, petits ou grands, pour conquérir ou garder une place dans l'arène internationale. Ces guerres n'apportent à l'humanité que la mort et la destruction à une échelle toujours plus vaste. La classe ouvrière ne peut y répondre

que par sa solidarité internationale et la lutte contre la bourgeoisie dans tous les pays.

- Toutes les idéologies nationalistes, d'"indépendance nationale", de "droit des peuples à disposer d'eux-mêmes", quel que soit leur prétexte, ethnique, historique, religieux, etc., sont un véritable poison pour les ouvriers. En visant à leur faire prendre parti pour une fraction ou une autre de la bourgeoisie, elles les mènent à se dresser les uns contre les autres et à s'entre-massacrer derrière les ambitions et les guerres de leurs exploités.
- Dans le capitalisme décadent, le parlement et les élections sont une mascarade. Tout appel à participer au cirque parlementaire ne fait que renforcer le mensonge présentant ces élections comme un véritable choix pour les exploités. La "démocratie", forme particulièrement hypocrite de la domination de la bourgeoisie, ne diffère pas, sur le fond, des autres formes de la dictature capitaliste que sont le stalinisme et le fascisme.
- Toutes les fractions de la bourgeoisie sont également réactionnaires. Tous les soi-disant partis "ouvriers", "socialistes", "communistes" (les ex-"communistes" aujourd'hui), les organisations gauchistes (trotskistes, maoïstes et ex-maoïstes, anarchistes officiels), constituent la gauche de l'appareil politique du capital. Toutes les tactiques de "front populaire", "front anti-fasciste" ou "front unique", mêlant les intérêts du prolétariat à ceux d'une fraction de la bourgeoisie, ne servent qu'à contenir et détourner la lutte du prolétariat.
- Avec la décadence du capitalisme, les syndicats se sont partout transformés en organes de l'ordre capitaliste au sein du prolétariat. Les formes d'organisation syndicales, "officielles" ou "de base", ne servent qu'à encadrer la classe ouvrière et à saboter ses luttes.

- Pour son combat, la classe ouvrière doit unifier ses luttes, en prenant elle-même en charge leur extension et leur organisation, par les assemblées générales souveraines et les comités de délégués, élus et révocables à tout instant par ces assemblées.
- Le terrorisme n'est en rien un moyen de lutte de la classe ouvrière. Expression des couches sociales sans avenir historique et de la décomposition de la petite-bourgeoisie, quand il n'est pas directement l'émanation de la guerre que se livrent en permanence les États, il constitue toujours un terrain privilégié de manipulation de la bourgeoisie. Prônant l'action secrète de petites minorités, il se situe en complète opposition à la violence de classe qui relève de l'action de masse consciente et organisée du prolétariat.
- La classe ouvrière est la seule classe capable de mener à bien la révolution communiste. La lutte révolutionnaire conduit nécessairement la classe ouvrière à une confrontation avec l'État capitaliste. Pour détruire le capitalisme, la classe ouvrière devra renverser tous les États et établir la dictature du prolétariat à l'échelle mondiale : le pouvoir international des conseils ouvriers, regroupant l'ensemble du prolétariat.
- La transformation communiste de la société par les conseils ouvriers ne signifie ni "autogestion", ni "nationalisation" de l'économie. Le communisme nécessite l'abolition consciente par la classe ouvrière des rapports sociaux capitalistes : le travail salarié, la production de marchandises, les frontières nationales. Il exige la création d'une communauté mondiale dont toute l'activité est orientée vers la pleine satisfaction des besoins humains.
- L'organisation politique révolutionnaire constitue l'avant-garde du prolétariat, facteur actif du processus de généralisation de la conscience de classe au sein du prolétariat. Son rôle n'est ni "d'organiser la classe

ouvrière", ni de "prendre le pouvoir" en son nom, mais de participer activement à l'unification des luttes, à leur prise en charge par les ouvriers eux-mêmes, et de tracer l'orientation politique révolutionnaire du combat du prolétariat.

NOTRE ACTIVITÉ

- La clarification théorique et politique des buts et des moyens de la lutte du prolétariat, des conditions historiques et immédiates de celle-ci.
- L'intervention organisée, unie et centralisée au niveau international, pour contribuer au processus qui mène à l'action révolutionnaire de la classe ouvrière.
- Le regroupement des révolutionnaires en vue de la constitution d'un véritable parti communiste mondial, indispensable au prolétariat pour le renversement de la domination capitaliste et pour sa marche vers la société communiste.

NOTRE FILIATION

Les positions des organisations révolutionnaires et leur activité sont le produit des expériences passées de la classe ouvrière et des leçons qu'en ont tirées tout au long de l'histoire ses organisations politiques. Le CCI se réclame ainsi des apports successifs de la Ligue des communistes de Marx et Engels (1847-52), des trois Internationales (l'Association internationale des travailleurs, 1864-72, l'Internationale socialiste, 1889-1914, l'Internationale communiste, 1919-28), des fractions de gauche qui se sont dégagées dans les années 1920-30 de la III^e Internationale lors de sa dégénérescence, en particulier les gauches allemande, hollandaise et italienne.